

# SILENCE

ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N° 184  
DECEMBRE 94

23 F

## Le mythe du développement

- LES AUTRES VOIX  
DE LA PLANÈTE
- LA CONSTRUCTION  
D'UNE SOCIÉTÉ  
ÉQUITABLE EN PAIX  
AVEC LA PLANÈTE

## Alternatives

LA MAISON DE  
QUARTIER DE  
NEUDORF

## Superphénix :

UN PORTE-PAROLE  
EN PRISON



**BRETTON WOODS : 50 ANS POUR S'ENRICHIR**



## EMPLOIS

• Le centre Terre Vivante, BP20, 38711 Mens, tél : 76 34 80 80, embauche jardinier(e) professionnel(le) ayant une bonne formation et une bonne expérience dans le domaine du jardinage biologique, potager et plantes ornementales pour un poste de responsable d'équipe.

## OBJECTEURS

• Le CIEPAD, carrefour international d'échange de pratiques appliquées au développement, Le Triol, 34380 Viols le Fort, tél : 67 55 07 97 cherche deux objecteurs pour un poste sur le secteur agricole (travaux agricoles, suivi d'expérimentation, participation à la gestion administrative, parti-

icipation à l'accueil et l'animation) et un poste sur le secteur administration générale (permanence au secrétariat, participation à la conception et l'élaboration de projets, participation à la gestion accueil/hébergement, encadrements et animation des activités courtes, soutien sur le terrain).

## RENCONTRES

• Cherchons village sympa et offrons bonne volonté et compétences à projet collectif (initiation, environnement, développement local, solidarité, accueil...). Couple proche de la retraite. Préférence région montagne (Jura, Alpes). Tél fin après-midi : (1) 30 41 12 48.

## RECHERCHES

• Perline, de Silence, cherche les n°s de la Gueule ouverte suivants : 31 à 41, 43 à 46, 48, 104, 115, 159, 161, 168, 171, 172, 280, 303, 305 à 308, 312 et suivants. Offre les n° en double suivants : 1, 3, 4, 9, 15, 18, 95, 99, 102, 113, 160, 195, 200, 208 à 210, 232, 235. Réponse possible sur 36 14 Chez\*Perline.

**Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.**

## Sommaire

### 50ème anniversaire de Bretton Woods

- **Les autres voix de la planète** de Raoul Arancibia .....page 4
- **50 ans de développement** de Sylvia Perez-Victoria.....page 8
- **Une société qui glisse vers le chaos** de Sylvia Perez-Victoria.....page 12
- **Le piège du gouvernement mondial** de Sylvia Perez-Victoria.....page 15
- **La construction d'une société équitable en paix avec la planète** de Sylvia Perez-Victoria.....page 20

Nord-Sud.....page 22

- Aide au développement : caisse noire et argent blanchi

Energies.....page 23

- Les industries énergies renouvelables en France

Environnement.....page 24

- Bhopal : dix ans après

Nucléaire.....page 26

- Superphénix

Politique.....page 28

- Allemagne : quatre années de «kholisme» en plus
- Martinique : fin d'une télévision libre

Paix.....page 29

- Haïti : brigades de paix internationales

**Alternatives :**  
**La maison de quartier de Neudorf**  
 de Michel Bernard.....page 30

Alternatives.....page 33

- Courges contre plastique ?

Livres.....page 34  
 Courrier.....page 36



## PETITES PHRASES

«Qu'on me montre le passage d'un des quatre Evangiles interdisant l'usage de la prévention dans une maladie transmissible pour son prochain !» : du professeur Marc Gentilini, La Vie, 31 mars 1994.

## SIDA EN PRISON

En France, entre 10 000 et 15 000 détenus (sur 53 000) sont toxicomanes, environ 9 000 sont séropositifs (soit 17 % de la population carcérale) et plus de 700 d'entre eux ont un Sida déclaré. En région parisienne et à Marseille, il y a au moins un malade par cellule ! En mai 1994, un détenu ayant fait la moitié de sa peine, en phase terminale du Sida, a essuyé un refus de la chancellerie quand il a demandé à mourir dehors. Il a finalement bénéficié d'une grâce présidentielle après la mobilisation de plus de 200 détenus ayant écrit à Mitterrand. La position de la chancellerie est jusqu'alors que la maladie n'est pas incompatible avec la détention, quitte à placer en cellule d'isolement ceux qui sont trop malades. Dans les prisons, il

ya actuellement une infirmière pour deux cents détenus ! Pour les rares qui ont pu bénéficier d'une libération anticipée, il est presque impossible d'obtenir une prise en charge médicale. Du côté des gardiens, la seule revendication a été de demander des «gants de protection» et le regroupement des prisonniers malades. Une association de soutien aux prisonniers a donc lancé une campagne demandant la remise en liberté avec suivi médical de tout malade du Sida. Contact : Commission Prison-Répression, BP 163, 75463 Paris cédex 10.

## RHONE : LA SANTÉ SE CONSTRUIT AVANT LA NAISSANCE

L'association lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé, ALYCCS, organise le samedi 21 janvier à 14 h 30 au CCO, 39 rue Courteline à Villeurbanne, une conférence-débat avec le Dr Michel Odent et la participation du Groupe Réflexion Autour de la Naissance sur le thème «La santé se construit avant la naissance». Renseignements : ALYCCS, 79 rue Croix Barret, 69008 Lyon, tél : 78 27 10 18.

## SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON

Tel: 78.39.55.33.

CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanc sans chlore par Atelier 26 - Lorial - Tel: 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris).

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution: 4ème trimestre 1994

Tirage: 3 700 ex

### Editeur: Association Silence

Président: Dominique Zanda  
Vice-Présidente: Perline  
Secrétaire: Thérèse Régné  
Trésorière: Myriam Cognard

### Réalisation du journal

Directeur de publication: Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction: Michel Bernard

Publicité: Michel Jarru  
Relations commerciales: Eve Malafosse  
Documentation: Sylvie Arlio  
Claude Crotet

Rédaction: Anne-Marie Carlier  
Christian Glasson,  
Francis Vergier,  
Sylviane Poulenard,  
Michèle Dussaut-Delorme

Conseillers scientifiques: Roger Bernard  
Richard Grantham  
Jacques Grinevald  
Herni Persat  
Henri Pezerat  
André Picot

Dessinateurs: Allho,  
Mullio

Correctrice: Thérèse Régné  
Conception maquette: Hubert Plisson

Expédition: Maloin  
Christiane Chapon  
Leïla Lachachi  
Bernard Perez  
Vincent Martin  
Xavier Sérédine

Correspondants: Jacques Caclin  
Georges David  
Alain Claude-Gallié  
Eric Marquis  
Jean-Luc Thierry  
Tam-Tam  
WISE

Et pour ce numéro: Peace News  
Raoul Arancibia  
Sylvia Perez-Victoria

Photo de couverture:  
© Paul Venning (Index)  
Stock d'or d'une banque

### Pour participer au journal

#### N°185 - Janvier

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 26 novembre à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 2 décembre à 12 h

Expédition:

vendredi 16 décembre à 19 h

#### N°186 - Février

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 7 janvier à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 13 janvier à 12 h

Expédition:

vendredi 27 janvier à 19 h

Ce journal est rédigé par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance avec l'équipe du journal, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 22h30 offert par Silence.

## EDITORIAL

# Commémorations caduques ?

*«Déjà le bicentenaire de la Révolution française avait déclenché quelques empoignades, mais vite étouffées par le consensus dominant anti-révolutionnaire, voire contre-révolutionnaire.» (1)*

Qu'en aurait-il été de la célébration du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique si quelques empêcheurs de tourner en rond n'avaient pas mis l'accent sur le génocide d'alors et la pérennisation de l'exploitation de ces régions par l'Occident, aujourd'hui avec l'aval des dirigeants locaux ?

Le 25ème anniversaire de Woodstock a-t-il eu un autre effet que d'engraisser un peu plus la FNAC et ses dirigeants qui n'avaient comme seul objectif que d'agiter leur tiroir-caisse ?

En osant s'entretenir avec le Général Bigeard le matin du 1er novembre 1994, afin de se souvenir du début de la guerre entre l'Algérie et la France en 1954, les journalistes de France-Inter sont-ils devenus amnésiques au sujet du personnage ?

Pour Bretton-Woods et son cinquantenaire, il en va de même. Les médias autorisés en «causent» en termes convenus comme s'il s'agissait de mieux asseoir les institutions dévastatrices qui en ont découlé. Si commémorations il doit y avoir, faisons en sorte qu'elles donnent lieu à un contrepois aux festivités officielles où le goût du lucre l'emporte sur la mémoire devenue alibi.

Le vertige confus de la transmission des commémorations les télescopent pour les faire échouer dans un cloaque de torpeur, faisant fi du savoir et de la connaissance. Alors qu'elles pourraient nous réapprendre l'épaisseur du temps (2), leur orchestration semble être menée afin que nous échappions au mieux aux aspérités du présent pour évincer toute projection.

**Christian GLASSON**

(1) Michel Lequenne, Le Nouveau Politis, 1/92, Special Colomb. p.9.

(2) Voir Jean Chesneaux, «Le temps, enjeu démocratique», Le Monde diplomatique, sept. 94 p.32.

# LES AUTRES VOIX DE LA PLANETE

**L**a réunion annuelle du FMI et de la Banque Mondiale se tenait cette année à Madrid dans des circonstances très spéciales. Pour les gladiateurs du nouvel ordre mondial, il s'agissait d'annoncer la fin de la récession, mais c'est surtout - le vrai enjeu -

à Madrid : 150 millions de francs approximativement . Ils reflètent l'importance des «enjeux débattus», enjeux qui vont vouloir changer la face du monde dans les toutes prochaines années à venir : 15000 technocrates répartis dans trois bâtiments disposaient d'une

discrètes du Président espagnol Gonzalez en direction de quelques ONG subventionnées pour tenter d'amoindrir l'impact du contre-sommet sur l'opinion... Voilà comment la responsabilité sociale et globale des superpuissances est mise en vitrine.

En opposition frontale s'est construit lentement depuis le mois d'avril dernier, un «Forum mondial d'organisations non gouvernementales» sous le titre «Les autres voix de la Planète». Le but : organiser la contestation radicale de l'ordre économique, politique et militaire mondial issu des accords de Bretton Woods, mais aussi discuter stratégies et politiques alternatives. De la plate-forme initiale à la déclaration finale, le forum alternatif qui s'est déroulé en Espagne du 26 septembre au 2 octobre aura fait un long chemin positif et réussi pour marquer le départ d'une grande campagne mondiale sur trois ans.

D'emblée, les organisateurs espagnols du Forum se sont engagés sur un travail en profondeur et de longue haleine en direction du mouvement social et des groupes de pression internationaux.

Soutenus à l'origine par l'AEDENAT, l'association pour une autre politique de l'énergie, qui vient d'obtenir l'arrêt du programme nucléaire en Espagne, il se transformait au bout de six mois en une vaste coalition épaulée par plus de 250 organisations syndi-

*Du 26 septembre au 2 octobre se tenaient à Madrid les commémorations du cinquantième anniversaire des accords de Bretton Woods qui ont donné naissance à la Banque Mondiale, au GATT et au FMI. Le contre-sommet alternatif a été un succès.*

l'année de la transformation du GATT en Organisation mondiale du commerce. La mondialisation, qui s'inscrit en filigrane des débats, doit consacrer le triomphe de l'économie et du commerce sur l'histoire et les idéologies.

Cent cinquante ministres des finances, 400 chauffeurs au service des banquiers, mais surtout le déploiement impressionnant de moyens financiers publics employés pour accueillir l'assemblée annuelle des institutions les plus sordides au monde, pendant deux semaines

surface de 150 000 m2. Une énorme citadelle de requins au centre du grand marché aux crevettes, 200 lignes de téléphone, 2500 postes Telecom, 80 écrans télé, 450 ordinateurs personnels, 7 millions de feuilles de papier, 3000 délégués, 1000 reporters, 1700 journalistes... Des milliers de policiers et membres des services secrets chargés de veiller au «bon déroulement» des réunions. Rues bloquées, quartiers en état de siège, quelques débordements populaires réprimés, interventions



Les autres voix de la Planète : séance plénière du soir à l'Amphithéâtre des «commissions ouvrières».

cales, politiques, culturelles et de quartier. Dans toute l'Espagne, des réseaux de soutien étaient organisés. Un secrétariat international de communication, de publication et d'organisation était mis sur pied au milieu de grandes difficultés financières.

Tout se négocia jusqu'au dernier jour : la faculté de médecine où se déroulaient séminaires spécifiques (une quarantaine) et conférences de presse pendant la journée ; le grand amphithéâtre des Commissions Ouvrières pour les séances plénières du soir, la grande salle des fêtes de l'UGT pour le débat ouvert de clôture entre les alternatifs et les représentants du FMI-BM. La mobilisation populaire devait se placer à la hauteur de la vitrine officielle organisée à Madrid par la bureaucratie internationale.

Simultanément, la campagne «50 ans, ça suffit», proprement espagnole, entend organiser un travail de sensibilisation et de mobilisation qui s'étendra jusqu'en 1996, sur la base de plates-formes régionales.

En parallèle, une plate-forme tiers-mondiste - signataire

également du Forum - décide de camper pour «un temps indéfini» aux abords du ministère des finances. Près de 300 tentes sont installées et la «plateforme 0,7» réclame fermement un pourcentage d'aide officielle pour le tiers-monde. Chaque jour de nouveaux passants scandalisés par le faste des potentats viennent grossir les rangs des campeurs à la belle étoile.

**« Nous avons faim,  
les riches sont là,  
mangeons les riches ! »**

Tout un climat de mobilisation préparatoire et de nervosité officielle, mais aussi de triomphalisme «fonds monétariste» (déclarations fracassantes de Michel Camdessus, porte-parole de la BM) vont précipiter la popularité du forum alternatif.

Malgré le ton très radical donné à la campagne («nous avons faim, les riches sont là, mangeons les riches !»), les grands médias s'emparent de l'événement.

Tout au long du Forum, studios, presse et télé vont suivre

«Les autres voix de la planète» au quotidien. Des intervenants les plus en vue comme Susan George, Pierre Galland, des délégués africains et sud-américains ou l'écoféministe Vandana Shiva sont interviewés à côté des personnages célèbres pour leur politique d'ajustement.

Séminaires et séances plénières composés d'une assistance très combative venue des cinq continents attirent beaucoup de monde. Entre 1200 et 1600 personnes par jour au cours d'une semaine entière, à l'étonnement de quelques Français présents au Forum qui découvrent un public extrêmement jeune qui, pour 70 %, va de 16 à 28 ans.

Deux cents collaborateurs volontaires assurent la tenue des journées : accueil, imprimerie, fax, médias, moyens techniques. Le système de restauration est fourni par l'université autonome à l'ensemble des participants : c'est le moment où Australiens, Philippins, Japonais, Indiens, Hollandais, Argentins, Mexicains, Péruviens, discutent et laissent présager un avenir commun.



**Conférence de presse :** de gauche à droite, Vandana Shiva, l'écoféministe indienne, Paul Nicholson, président de la Fédération des agriculteurs basques, Régina Barbu, du Front Mexicain pour le Droit à la nourriture, l'animateur, et Edward Goldsmith, fondateur de la revue «The Ecologist».

Au fur et à mesure des exposés, des témoignages, les charges s'accroissent contre le FMI et la BM : projets dévastateurs pour l'environnement, déplacements forcés de populations, embargos criminels, programmes d'ajustements homicides, manipulations statistiques, publicitaires, politiques, génétiques, oppression mondiale par le commerce et le chantage financier et militaire. Des séminaires remarquables animés par des spécialistes pointus se penchent sur «narcotrafic et politique d'ajustement», «techniques de manipulation publicitaire», «le Sud vu par les médias du Nord», «les mouvements sociaux face au GATT», «féminisation de la pauvreté», «industrie verte», «politiques de population», «le tiers monde dans le Nord», «le commerce alternatif» ou «l'impact des institutions de Bretton Woods sur la diversité culturelle et biologique». Un journal de campagne en 4 pages et deux langues est tiré chaque jour, rendant compte des activités et des débats.

### Condamnation du FMI et de la Banque Mondiale

Autant de pratiques délicieuses «légalement orchestrées» qui conduisent le Tribunal Perma-

nent des peuples à siéger le dimanche 2 octobre en session extraordinaire au siège du Forum Alternatif symboliquement à sa disposition pour condamner le FMI et la BM.

Cette journée de clôture mérite un chapitre à part. Pour la première fois depuis cinquante ans de domination internationale, ces deux gros chancres issus de Bretton Woods ont dû accepter devant la pression des alternatifs de rencontrer publiquement, en débat ouvert, et sans filtre quelconque,

**Moment intense :** les représentants du FMI et de la Banque Mondiale (les deux à gauche) acceptent de dialoguer avec les représentants du forum alternatifs : Vandana Shiva et Pierre Galland (à droite).



les représentants de la coalition radicale.

Devant un public plus ou moins militant et franchement hostile (1500 personnes), le directeur de l'information du FMI et le vice-président de la Banque Mondiale s'en sont tenus aux traditionnelles leçons du parent qui châtie : «*Nous avons été conçus pour vous aider. Si ça ne marche pas, c'est parce que vous avez mal appliqué nos recommandations.*»

### Le développement insoutenable

En face, Vandana Shiva et Pierre Galland - ancien responsable des comités de liaison entre ONG et BM - n'ont pas eu de difficultés pour mettre en pièce le discours de la croissance et du «développement soutenable».

«*C'est justement cette forme de développement insoutenable qui est à l'origine de nos maux. A chaque mise en place d'un programme d'ajustement structurel on devine la guerre et les famines*» affirment-ils. «*C'est pourquoi,* reprend à son tour Vandana Shiva, assise aux côtés des deux fonctionnaires, *je demande au public une minute de silence à la mémoire des victimes de la Banque Mondiale et du GATT.*»

Largement reprises par les médias, les déclarations provo-



**Manifestation du 2 octobre :** 15000 personnes se retrouvent dans les rues de Madrid. La banderole dit : «Nous ne voulons pas vous ici!». Photos de Raoul Arancibia.

catrices de Michel Camdessus sur la politique à suivre en Espagne (il conseille ouvertement le libre licenciement) avaient donné lieu déjà tout au long de la semaine à des manifestations, organisées par le Forum Alternatif, devant le siège du Musée Reine Sophie où l'élite des financiers et des hauts fonctionnaires du monde entier tenait des cocktails et bals nocturnes. On estime à 25 le nombre de cocktails par jour pour le plaisir des banquiers entourés de leurs épouses et amis. A part la manifestation exceptionnelle du dimanche 2 octobre où 15 000 personnes ont traversé le centre de Madrid pour conspuer la BM, le FMI et le GATT, la plupart des rassemblements se sont avérés beaucoup plus efficaces. De petits groupes de 50 à 100 personnes maintenaient un peu partout la pression. Submergés par le dispositif impressionnant de protection des «personnalités», la police s'est donné un grand mal pour subvenir à la demande répressive contre les manifestants. Cela ne les a pas empêchés de frapper fort jusqu'au dernier jour.

Notamment devant le musée Reine Sophie où un petit rassemblement fut sauvagement réprimé sous prétexte «d'avoir craché sur une voiture officielle».

Devant mes yeux, un journaliste de télévision fut frappé et jeté à terre alors qu'il refusait de donner sa cassette à la police. Bien sûr, dans le rapport officiel on dénombre trois pauvres policiers blessés. Si l'intervention des passants empêcha que d'autres personnes soient frappées, le bilan est relativement lourd : 41 manifestants blessés, 13 personnes arrêtées et mises à la disposition de la «justice». Le lundi 3, une quarantaine de personnes qui «troublaient» le déroulement du sommet étaient violemment conduites dans les casernes de la garde civile.

Mais la volonté répressive du gouvernement espagnol et de ses amis du Fonds Monétaire n'aura pas empêché le Forum Alternatif et les organisations sociales de marquer des points dans le débat politique. Cela va peser dans le rapport de forces au cours des prochains mois.

En France, la coalition «50 ans, ça suffit» qui regroupe une cinquantaine d'organisations signataires poursuit ce même combat. Elle agit pour que les campagnes qui se développent actuellement contre les institutions de Breton Woods dans les différents pays du monde convergent au Forum mondial des campagnes nationales de 1996.

**Raoul ARANCIBIA**

**Contact :** Campagne «50 ans, ça suffit», 40 rue de Malte, 75011 Paris.

**Pour en savoir plus sur le fond :**

- «Les frontières de l'économie globale», Manière de Voir n°18, supplément au Monde Diplomatique, mai 1993.
- Le Courrier de la Planète n°23, été 1994.
- Défi Sud (Bruxelles) n° de juin 1994
- «Une Terre en renaissance», Savoir n°2, supplément au Monde Diplomatique.

# 50 ANS DE «DEVELOPPEMENT»

**E**n janvier 1949, dans son discours d'investiture, le président Truman utilisa pour la première fois le terme de «sous-développement» pour décrire la situation des nations qui se trouvaient les plus éloignées des Etats-Unis en termes de capacité de production de biens économiques.

## L'ère du développement

Ainsi l'ancien terme de «développement» finit d'accomplir le long trajet sémantique entamé deux siècles auparavant dans le champ de la biologie (développe-

plus fort contenu scientifique et technique et s'accompagnant des transformations sociales et culturelles indispensables à cette substitution et nécessaires pour assurer la répartition sociale des bénéfices qu'elle offre.

Le terme «développement» se voyait, dans ce contexte précis, gratifié d'un certain nombre de références et attributs qui lui resteront attachés.

En premier lieu, le «développement» apparaît comme un processus nécessaire: aucune nation ou communauté humaine ne peut y renoncer si elle souhaite le bien-être de ses membres.

Deuxièmement, le «développement» est un chemin unique et linéaire sur lequel on avance grâce à la croissance économique: les divers pays sont plus ou moins en avance le long de ce chemin unique, et le vie de leurs citoyens est plus ou moins satisfaisante selon la place qu'ils occupent dans cette course.

Troisièmement, le «développement» repose sur la dépendance: chaque individu et chaque communauté perd son autonomie économique en renonçant à des formes traditionnelles de subsistance et, en échange de capacités de production accrues et par là d'un plus grand bien-être du système scientifique, accepte de nouvelles formes de sujétion - à l'égard du système scientifique et technique, à l'égard des marchés nationaux et internationaux, etc.

*Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, on assiste à une monétarisation de l'ensemble de nos échanges au nom d'un «développement» qui ne cache en fait que les efforts du Nord à maintenir le pillage du Sud.*

C'est ainsi que des millions de personnes appartenant à une infinité de peuples et de cultures, vivant en économie de subsistance avec des hauts et des bas individuels, avec des périodes de prospérité ou de pauvreté, se sont trouvées cataloguées comme «sous-développées», comme des êtres soumis à une condition indigne qu'ils n'auraient pas été capables de surmonter, ou de laquelle le colonialisme les aurait empêchés de sortir.

ment de l'être vivant), ayant traversé les domaines de l'histoire sociale (développement social), de l'économie (développement urbain), de la politique économique (développement économique) et autres, pour atteindre finalement un statut supérieur.

Le «développement» de l'humanité signifie désormais l'accroissement continu de la production se réalisant par la substitution aux formes traditionnelles de production de formes nouvelles, à



## Le rêve américain

En reformulant en ces termes le concept de «développement», les Etats-Unis pensaient recevoir la caution morale nécessaire à l'exercice de leur nouvelle hégémonie mondiale. Dans la mesure où l'économie américaine était manifestement la plus «développée», c'est-à-dire la plus avancée dans l'inexorable processus d'augmentation des capacités productives, dans lequel est nécessairement impliqué l'ensemble de l'humanité, la société américaine occupait le sommet de l'évolution sociale et, par extension, de l'évolution naturelle. Son hégémonie était donc un phénomène naturel, et sa mission ou prédestination historique était d'étendre son modèle de production et son modèle de société à l'Humanité tout entière. L'Amérique était prête à faire bénéficier chacun, «de manière parfaitement désintéressée», de sa supériorité scientifique et technique.

A partir de ce moment, le «développement» est devenu l'objectif principal de la politique de tous les pays du monde, au point que l'on peut à juste titre parler de l'Ere du «développement» pour décrire cette brève étape de l'Histoire.

Ainsi la version capitaliste du «développement» (via le marché), comme son corollaire socialiste (via la planification) ont servi de standards idéologiques dans l'affrontement des deux centres de pouvoir antagonistes pendant la guerre froide. Par rapport aux pays du Sud, les deux blocs ont rapidement mis en place d'ambitieuses politiques d'aide au «développement». Néanmoins, ce qui en réalité s'est étendu de par le monde sous la dénomination de «programme pour le développement» - renforcé par des noms successifs à mesure qu'échouaient les versions antérieures - ne ressemblait en rien au style de vie américain ni au royaume d'abondance socialiste. Ce fut, au détriment des peuples du Sud, l'installation de mécanismes



d'interconnection et de subordination de fractions croissantes de l'économie et des ressources mon-

diales au service de l'entretien des modes de vie du Nord et de ses puissants complexes militaires.

### Le rôle des institutions internationales dans l'extension du «développement»

Entre les années 1950 et 1970 - les successives «décennies du développement» - tant le Fonds monétaire international (FMI) que la Banque Mondiale et les autres agences de «développement» (banques régionales, etc.), ont été les principaux diffuseurs de l'idéologie et de la pratique du «développement» côté capitaliste. Ils ont aidé efficacement à remplacer les innombrables formes de culture et de subsistance basées sur l'utilisation autonome de ressources écologiques propres, existant de par le monde, par des formes nouvelles, plus «développées», c'est-à-dire plus spécialisées et productives, et, par là, plus aptes à se connecter avec les grands circuits de l'économie mondiale. La domination sans cesse accrue de cette économie mondialisée, permettait aux gouvernements du Nord capitaliste d'un côté d'alimenter la société de consommation croissante - sur laquelle se basait le consensus social interne dans leur pays respectifs - et de l'autre, de renforcer leur hégémonie militaire afin d'éliminer leur opposant soviétique.

Pour faire accepter les «politiques du développement»

dans le monde entier, les institutions internationales se sont appuyées sur diverses stratégies et pratiques.

En premier lieu, sur le rayonnement du nouveau mythe, illustré par le mode de vie américain, exalté et présenté comme une aspiration universellement accessible à travers un système global de moyens de communication de masse (agences de presse, industrie cinématographique, publicité, etc.), parfaitement contrôlé par les pouvoirs hégémoniques.

En second lieu, sur la collaboration enthousiaste de tous les gouvernements et élites économiques nationales, qui, manifestement intéressés à augmenter le poids des segments modernisés et monétarisés (c'est-à-dire «développés») de leurs économies, base de leur autorité, de leur capacité à percevoir l'impôt, et en définitive de leur pouvoir, ont joué le rôle d'«agences nationales de «développement»», facilitant sur leur territoire la mise en place des programmes conçus par les institutions internationales.

En troisième lieu, sur la capacité, réservée aux seules institutions internationales et grandes firmes transnationales, d'imposer les modifications nécessaires aux cadres institutionnels (prix relatifs des matières premières et autres biens, systèmes fiscaux, régulation

commerciale, ajustement divers à travers les crédits stand-by du FMI, etc.) pour favoriser l'expansion des nouvelles formes de production qui rendaient ainsi économiquement non viables les formes traditionnelles.

Enfin, dans les situations extrêmes, où même les mécanismes antérieurs n'arrivaient pas à venir à bout des résistances locales contre la «modernisation», on a fait appel à la force. Elle a été constamment utilisée pour expulser les populations autochtones de certaines zones objets de «développement» ou pour leur interdire l'utilisation de moyens de subsistance, devenus «ressources naturelles» exploitables commercialement dans le processus de modernisation.

### Les méandres du discours

Au cours de plusieurs décennies d'application de ces stratégies, les résultats furent si contradictoires qu'ils obligèrent périodiquement à nuancer le discours emphatique qui accompagnait les divers aspects du «développement» en affectant successivement au concept différents qualificatifs («développement» global, social, intégral, intégré, participatif, endogène, local, etc.). Le mythe du «développement» n'en est pas moins entré dans une crise profonde au cours des années 70.

Du point de vue du Nord capitaliste, l'impasse du projet de «développement» comme mécanisme d'extension indéfinie de l'économie située sous son contrôle est peu à peu devenue évidente par l'épuisement de ses forces motrices. Le déclin de ses ressources naturelles, l'effondrement du modèle de compétitivité technologique et productive associé à la consommation de masse et la chute des rendements de divers secteurs de l'exploitation Nord-Sud ont fini par ébranler le processus d'accumulation du Nord. Dans le même temps, l'Est s'effondrait sous le poids de la bureaucratiation interne et de l'accélération que lui imposait l'Occident dans la course aux armements. Le Sud, exté-

**Philippines :** les populations qui s'entassent dans les bidonvilles n'ont souvent comme seule ressource que de fouiller les décharges des quartiers riches.





**Exploitation forestière :** les bois durs en Europe proviennent essentiellement de plantations ; il n'existe plus de forêts originelles. Dans les pays du sud, la destruction de ces forêts primaires se poursuit à grande vitesse... Est-ce un «développement» ?

nué, et de plus en plus soumis économiquement et culturellement au Nord, voyait s'éloigner définitivement l'espoir, qu'avait fait naître des années auparavant le début du processus de «développement» - lequel avait coïncidé, ce n'est pas un hasard, avec la fin officielle du colonialisme - d'accéder au même niveau de vie que l'Occident.

Face à cette situation, les centres de décision du Nord ont essayé de restaurer le modèle - dans les domaines les plus cruciaux pour leurs propres intérêts-. Ils ont approfondi le degré d'exploitation des ressources naturelles à l'échelle globale, lancé une supposée révolution technologique - plus publicitaire que réelle - pour revitaliser les capacités de leur appareil de production. Enfin ils ont intensifié les taux d'exploitation des pays du Sud, puis des anciens pays socialistes.

Depuis les années 80, le FMI a été le principal instrument d'intensification de l'exploitation du Sud par le Nord. La libéralisation du système financier international, les programmes d'ajustement structurel auxquels furent soumis les pays du Sud et, posté-

rieurement, la transformation des pays de l'Est en nouveaux lieux d'accumulation primitive du capital, pour compenser l'épuisement des pays du sud par la surexploitation, ont été les principales politiques imposées par le Nord - et gérées par le FMI - pour restaurer la fonctionnalité du modèle global au service de ses intérêts économiques et politiques.

#### L'exportation de la crise

La presque totalité de ces politiques, imposées sans discussion, ont atteint certains des objectifs qu'elles poursuivaient à court terme. Par exemple, le Nord a réussi à exporter au Sud les effets les plus virulents de la crise des années 70, en réduisant drastiquement les prix des matières premières et de l'énergie et en inversant le sens des flux financiers mondiaux qui représentent un solde net considérable au profit du Nord. Ainsi, et avec l'appui d'un marché financier international fortement dérégulé, qui encourageait largement la spéculation, on créa au Nord, à la fin des années 80, un

bref mais puissant cycle de réactivation économique, qui a permis de restaurer de manière transitoire la confiance sociale dans le système, ébranlé par plus d'une décennie de crise.

Néanmoins, le FMI et les inspirateurs de sa politique économique ont subi un échec retentissant dans leurs objectifs plus fondamentaux - si tant est qu'on ait jamais pu croire en eux au-delà de leur discours de propagande-. Loin d'avoir mis en place l'économie internationale saine et active et le «développement» durable qui devaient découler des sacrifices de l'ajustement (comme le promettait le catéchisme néo-libéral prôné par le Fonds), le Nord a poursuivi son long déclin social et économique, entrecoupé d'éphémères et contradictoires reprises, tandis que le Sud et l'Est s'enfoncent de plus en plus dans une impasse. Officiellement, le mythe du «développement» a toujours «pignon sur rue» parce qu'il fut construit délibérément, mais il évoque de plus en plus un phare en ruine dont on ne peut plus attendre ni lumière, ni salut.

Sylvia PEREZ VICTORIA

# UNE SOCIETE QUI GLISSE VERS LE CHAOS

**L'**ère du «développement» a produit un épouvantable accroissement des inégalités entre les peuples du monde, jusqu'à des extrêmes jamais atteints dans l'Histoire. Le «développement» a aussi précipité la planète dans une crise économique généralisée, détruisant les bases locales de subsistance d'une

Dans d'immenses zones de la planète, la situation n'est pas meilleure face aux problèmes de logement, d'eau potable, et de besoins énergétiques. Souvent, ces problèmes ont été directement provoqués par les programmes de «développement» eux-mêmes, qui ont déplacé les populations, les arrachant à leur milieu naturel sans

l'extérieur, ne peuvent être assurés ni par ce qui subsiste de leur environnement, ni par le système économique global. Le procès d'urbanisation se poursuit avec force, alimenté par la destruction des cultures locales, la multiplication des conflits armés et le désarroi croissant de ce qui reste des communautés paysannes.

La poursuite du «développement» a débouché inévitablement sur la globalisation de l'économie, processus qui, même s'il en est encore à ses débuts, a provoqué des milliers de délocalisations d'activités productives dans le monde entier, et en conséquence l'établissement de grandes zones d'hyperexploitation du travail avec d'indescriptibles conditions d'emploi et d'environnement.

Tous les processus de dualisation sociale et de crise économique à l'échelle planétaire examinés précédemment n'ont que très peu contribué à améliorer le niveau de vie général des populations du Nord. Ils ont par contre permis l'accumulation démesurée de richesses et de pouvoir dans les mains de certaines classes privilégiées du Nord et des élites dirigeantes du Sud, alliées dans la diffusion universelle du mythe du «développement». Les déséquilibres et les tensions de tous genres qui se sont accumulés dans le monde au cours de ce dernier demi-siècle sont d'une telle ampleur

*L'héritage du «développement» a de nombreuses conséquences négatives et les réorientations du discours officiel n'apportent aucune solution.*

infinité de peuples et cultures et engendrant un ensemble de problèmes de grande envergure. L'inégalité et la crise écologique sont les deux principales caractéristiques de la dernière période du devenir historique de l'Humanité.

Le «développement» a montré son incapacité manifeste à répondre aux besoins vitaux d'une importante fraction de la population mondiale. La révolution verte, l'agriculture industrielle et le commerce international ont apporté la faim dans de nombreuses zones de la planète où des peuples vivaient jusque-là en harmonie avec leur milieu naturel.

donner de réponse à leurs besoins fondamentaux. De même, les progrès dans la santé et l'éducation, qui semblaient acquis dans les premières années du procès de «développement», ont été perdus au cours des deux dernières décennies dans plusieurs régions du monde où la situation actuelle est manifestement pire qu'à l'époque coloniale - où elle était déjà d'une précarité inadmissible -.

Le «développement» a provoqué la concentration de la moitié de la population mondiale dans les métropoles et grandes villes. Les besoins de ces populations, totalement dépendantes de

que «le glissement vers le chaos» se profile clairement à moyen terme comme l'évolution la plus probable à l'échelle globale.

**La réponse officielle :  
continuité du  
«développement»**

Face à ces évidences, les institutions et les gouvernants s'entêtent à maintenir le mythe du «développement» comme destinée inexorable de tous les peuples du monde, et comme unique solution aux problèmes de l'Humanité. L'énorme discrédit du concept oblige à inventer de plus en plus rapidement de nouvelles versions de «développement» - assorties de qualificatifs positifs correspondants -.

Ces dernières années, deux nouvelles versions ont été lancées dans l'arène politique internationale. La première est

celle du «développement durable» qui cherche à protéger le «développement» des effets de la crise écologique qu'il a lui-même provoquée et qu'il continuera à aggraver tant qu'il se maintiendra. La deuxième est celle de «développement humain» qui s'entête à enfermer la population mondiale dans une catégorie unidirectionnelle, régie par des critères d'évaluation universels auxquels nul ne peut échapper : capacité de production économique, colorée d'alphabétisation et d'espérance de vie. Le lancement d'une nouvelle version officielle est prévu pour l'année prochaine, à l'occasion de la conférence mondiale sur le «développement» qui se tiendra à Copenhague, cette fois agrémentée de deux qualificatifs : le «développement socialement durable».

Le maintien du nouveau mythe du «développement», péniblement revu avec de nouvelles

versions, est indispensable pour justifier les politiques économiques susceptibles de prolonger l'hégémonie du Nord. Ces politiques ne peuvent s'appuyer que sur la rapide assimilation des activités humaines et des ressources naturelles qui ne sont pas pleinement connectées aux circuits économiques mondiaux, pour parvenir ainsi à une nouvelle - et dernière - extension des mécanismes d'accumulation de richesses et de pouvoir au Nord.

Prises individuellement, ces activités et ressources n'ont pas vraiment de valeur d'un point de vue économique. Si c'était le cas, elles auraient déjà été incorporées au système global. Mais il s'agit des moyens d'existence, des capacités de production et des ressources naturelles de milliards de personnes qui, proprement convertis en valeur monétaire, peuvent drainer de considérables flux éco-

**Haïti :** *reste d'une mangrove sur la côte, on a débité les arbres pour les brûler ou les vendre.*



nomiques internationaux, permettant d'appuyer des processus d'accumulation de croissance non négligeables. Dans tous les cas, c'est la seule chose qui reste hors du cadre des structures capitalistes et pour légitimer sa connexion forcée à l'économie globale, il faut promettre en échange des avantages : une nouvelle vague de «développement», cette fois durable et humain.

### **L'Organisation du commerce international, nouvelle phase du capitalisme global**

Le GATT, efficacement soutenu par les nouveaux blocs commerciaux construits à marche forcée dans différentes régions du monde (Union économique, ALENA, etc.) est l'institution internationale appelée à diriger ce processus. D'où le caractère vital qu'en toute sincérité les négociateurs et leurs gouvernements ont attribué à la signature de l'Uruguay Round, premier acte de cette nouvelle phase du capitalisme global. D'où aussi le poids économique et social des secteurs inclus dans la négociation (agriculture, services, propriété intellectuelle, etc.), et la vitulence qui s'y est manifestée. Ce n'est pas non plus un hasard si c'est précisément maintenant qu'on a décidé d'élever le GATT au rang d'organisation internationale - l'Organisation du commerce international, OMC, en remplacement du GATT - vieux projet qui dormait dans les placards depuis les années 40. La nouvelle organisation pourra s'appuyer sur un appareil bureaucratique puissant et stable - doté de

pouvoirs coercitifs - qui n'aurait pas été possible dans le cadre d'un simple accord international comme le GATT.

Dans les années 80, le FMI fut le principal instrument de la poursuite de la politique de soumission de l'économie mondiale aux intérêts du Nord. Le mécanisme de chantage par la dette extérieure lui a permis d'accroître l'exploitation d'importantes structures productives nationales et régionales du Sud. Le terrain avait été préparé durant des décennies par la Banque Mondiale et les autres banques régionales et sectorielles de «développement», œuvrant à l'intégration des économies du Sud à l'économie mondiale, pour servir les nécessités commerciales et productives du Nord.

A elles seules, les nouvelles formes d'intervention mises en place par le FMI à ce stade (programmes d'ajustement structurel, renégociations de la dette, etc.) n'auraient pas eu d'effet si elles n'avaient pu s'appuyer sur une multitude d'espaces et d'îlots productifs déjà développés dans les pays du sud, à travers lesquels il était possible d'obtenir, par des mécanismes essentiellement financiers, monétaires et politiques, avec un appui militaire, de nouveaux avantages dans les relations d'échanges, dans les flux de capitaux, dans l'approvisionnement en matières premières, etc.

Désormais, pour accroître la globalisation de l'économie nécessaire au Nord dans les prochaines années, la nouvelle OMC pourra compter non seulement sur les structures productives modernisées et monétarisées précédemment établies par les banques de «développement», mais aussi et surtout sur les nouveaux cadres de régulation mis en place ces dernières années par le FMI. La suppression des droits de douane et surtout le contrôle accru de l'activité économique mondiale par les entreprises transnationales du Nord, objectif recherché d'abord par l'Uruguay Round, et maintenant par l'OMC, seraient insuffisants s'ils ne pouvaient compter sur un marché financier internatio-

nal dérégulé, des monnaies et des taux de change soustraits aux contrôles nationaux, des marchés nationaux largement ouverts, des interventions étatiques réduites ou supprimées. En somme, des économies nationales entièrement ouvertes à la concurrence internationale, où l'unique protection reste les droits de douane, une certaine législation de protection de l'emploi dans certaines zones du monde - protection qu'il s'agit maintenant d'éliminer.

### **La soumission des peuples**

Les trois grands piliers institutionnels du capitalisme global se sont complétés efficacement dans les étapes successives du processus de soumission des peuples et des cultures du monde aux mécanismes du «développement» dans une logique qu'on aurait pu croire soigneusement programmée si elle n'avait pas été si complexe et imprévisible dès son origine.

Il est plus que probable qu'il s'agit de réactions successives d'adaptation des institutions centrales du système devant l'évolution qu'elles ont elles-mêmes créée. Mais il est intéressant de noter comment chacune de ces institutions, après avoir rempli un rôle crucial dans une étape déterminée du processus et être devenue logiquement la cible principale des critiques des populations affectées, continue à remplir pleinement ses fonctions, tout en s'efforçant de passer au second plan face à l'opinion publique, en se refaisant une virginité.

Après avoir contribué efficacement à la destruction écologique de la planète, la Banque Mondiale s'est convertie en défenseur de la durabilité écologique. Le FMI, lui, propose des ajustements à visage humain et socialement responsables, maintenant que les ajustements structurels proprement dits ont déjà été réalisés et que les économies nationales ont été préparées à l'intervention massive du GATT-OMC.

**Sylvia PEREZ-VICTORIA**

**L'index 94  
de Silence  
est disponible  
contre 4 timbres  
à 2,80 F**

# LE PIEGE DU GOUVERNEMENT MONDIAL

**L**e point de départ pour la construction d'un mouvement de résistance face au nouveau déploiement de l'économie mondiale capitaliste est la question des piliers idéologiques sur lesquels s'appuie ce projet glo-

qui est considéré comme l'instrument unique capable de réguler de manière optimale le fonctionnement de l'économie globalisée. S'appuyant sur eux, une idée est en train de prendre corps qui, de divers points de vue est présentée

globale. L'apparition d'une forme de «gouvernement mondial» commence à se profiler à l'horizon comme conséquence nécessaire du processus de globalisation.

## **Le «développement» : les sursauts d'un mythe en ruine**

*Le «développement», la globalisation de l'économie, la compétitivité au niveau mondial, accompagnés des problèmes environnementaux internationaux, ont fait naître l'idée d'un gouvernement mondial... qui s'appuiera sur une idéologie uniforme et linéaire. Il est nécessaire d'organiser la résistance à cette idée pour sauver la richesse de nos cultures.*

Le mythe du «développement» s'est effondré dans la conscience de beaucoup de gens dans le monde, mais il est tombé principalement parce qu'avec le temps, il est apparu évident qu'il s'agissait d'un but inaccessible pour l'ensemble de l'humanité. Le moment est venu de comprendre qu'en réalité, le «développement» est chimérique pour tous les peuples du monde. Au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, et il est inatteignable précisément parce que c'est un mythe, qui n'a pas d'existence réelle.

Les pays qu'on prétend déjà développés, loin d'avoir atteint ou même de voir poindre à l'horizon l'équilibre social définitif et une condition individuelle satisfaisante, épanouie, sûre et stable - message essentiel du mythe du «développement» - assistent depuis des décennies à la désagrégation de leur économie et de leur environnement accompagnée de destructuration sociale, d'insatisfaction et d'angoisse individuelle croissante, situation dont on ne perçoit pas la fin. Dans les pays

bal. Ils sont au nombre de trois : le «développement», qui reste l'objectif et la destinée universelle de l'ensemble de l'humanité ; la globalisation de l'économie, qui doit être acceptée comme nécessité historique et comme unique voie pour étendre le «développement» au monde entier ; et la compétitivité dans un marché libre mondialisé,

comme le point d'arrivée logique de la pensée globale : face à la tendance inexorable à la globalisation de l'économie et aux conséquences globales de nombreux problèmes d'environnement, il est nécessaire de construire un système de régulation mondiale capable d'ordonner le comportement des divers acteurs qui agissent sur la scène



1981 - Zone sous-développée, totalement invivable.

dits «développés», de plus en plus nombreuses sont les personnes qui se demandent si ce qu'elles ont perdu dans les processus de «développement» n'avait pas plus de valeur que les possibilités de consommation matérielle qu'elles y ont gagnées.

L'idée de «développement», c'est-à-dire l'idée que l'application du modèle du progrès scientifique et technologique occidental peut permettre d'accroître indéfiniment la production dans le monde entier et que tous les changements dans la vie des gens dérivés de ce processus sont la condition indispensable pour leur assurer le bonheur n'est rien d'autre qu'une construction idéologique et politique, sans fondement réel, et démenti par l'expérience. Sa seule et vraie finalité est de légitimer, dans l'étape historique actuelle, les processus d'exploitation et d'accumulation capitalistes et les mécanismes de domination sociale et politique, dont l'essence demeure inchangée au fil du temps bien qu'il s'étende et se reproduise à des échelles géographiques et sociales de plus en plus larges.

C'est pourquoi, bien que le «développement» en tant que processus nécessaire d'avancée uniforme et linéaire de toute l'humanité dans la même direction - et vers une même forme de bonheur universel dans un chimérique royaume de l'abondance - n'ait pas de réalité et soit impossible, les

politiques de «développement», elles, existent et sont appliquées chaque jour. Les interventions des institutions pour changer le mode de vie des gens au nom du mythe du «développement» se succèdent depuis un demi-siècle, avec comme finalité réelle d'établir de nouvelles formes de dépendances soumettant les peuples et les cultures du monde entier aux intérêts des classes et pouvoirs dirigeants de la société. Telle est la vraie nature des politiques économiques que l'on applique et que l'on veut continuer à appliquer sur toute la planète. Et c'est pourquoi leurs résultats ne peuvent être autres que ceux qu'on observe dans la réalité.

A la «périphérie», des millions de gens ont été, tout au long de ces cinquante dernières années, dépossédés de leurs ressources et de leurs moyens de subsistance autonomes, transférés d'abord dans les circuits de l'économie nationale, et ensuite dans ceux de l'économie mondiale. C'est précisément ça le «développement». Pour rendre possible cette dépossession, les cultures des communautés locales ont été mises en position subalterne vis-à-vis de la culture occidentale, induisant dans la conscience de leurs membres un sentiment d'infériorité - la condition du supposé «sous-développement» - sans aucun fondement, mais néanmoins paralysant et socialement destructeur. C'est ainsi qu'on pu être soumises

des régions entières de la planète aux intérêts des pouvoirs dirigeants du Nord et d'une poignée de dirigeants locaux, leurs alliés. Continuer sur la voie du «développement» ne pourra conduire les peuples du Tiers-Monde qu'à s'enfoncer davantage dans la dépendance et la ruine.

Au Nord, une fraction importante de la population a été mise en position de dépendance par les processus de salariat et d'urbanisation sur lesquels se sont appuyés les différents processus d'industrialisation et de modernisation capitaliste antérieurs à l'ère du «développement». Dans le dernier demi-siècle, la nouvelle formulation de ce processus sous le concept de «développement» a généralisé cette situation à pratiquement toute la population, produisant une société insatisfaisante et écologiquement non viable, qui n'assure pas le bonheur des gens et à laquelle on essaie bien inutilement de substituer la consommation compulsive généralisée dans une structure sociale fragmentée et non solidaire. Une société, en somme, qu'il faudrait, si l'on pouvait appliquer rigoureusement les barèmes du mythe du «développement», à savoir la relation entre sa capacité de production, sa viabilité à long terme et le bonheur de ses membres, qualifier de profondément «sous-développée». La perspective qu'offre la poursuite du «développement» économique dans les pays du centre n'est rien d'autre qu'une plongée progressive dans un authentique «sous-développement» social.

#### Un processus destructeur et insoutenable : la globalisation de l'économie

La tentative de connecter à une échelle supérieure à celle qui existe actuellement les capacités de production et de création des personnes et l'infinité de ressources et moyens qu'elles utilisent pour satisfaire leurs besoins avec les circuits de l'économie mondiale constitue ce qu'on appelle le processus de «globalisation». L'idéal à atteindre est en premier lieu que



chaque action humaine en un quelconque point du globe nécessite le recours d'intermédiaires et se traduit par des échanges monétaires et en second lieu que cette médiation passe aux mains des entreprises transnationales connectées entre elles et avec le système financier international. La monétarisation des activités humaines et leur intégration ultérieure à la structure économique mondiale sont les deux phases inséparables de la globalisation de l'économie.

Evidemment, la monétarisation de l'économie produit par elle-même de la croissance économique, principal indicateur du «développement». Quand des personnes satisfont leurs besoins de façon autonome, même au plus haut niveau de qualité, de quantité, de sécurité, d'indépendance et de durabilité, cette activité sans expression monétaire puisqu'elle ne passe pas par le marché, n'est pas comptabilisée dans la croissance, ni dans le «développement». Mais quand ces besoins sont satisfaits à travers l'échange monétaire, alors surgit du néant une «production» et une «consommation» dotées d'une expression monétaire qui, elles, seront comptabilisées : si une personne âgée vit dans sa famille et y reçoit des soins, ceci ne suppose pas une production économique ; si elle entre dans une maison de retraite, elle augmente la production du secteur économique des services «sociaux» et la comptabilité nationale enregistre la «croissance» correspondante.

C'est ainsi qu'augmente le niveau de «développement» qui se mesure à l'aune du volume total de production monétarisée. Peu importe si la qualité, la quantité et autres attributs avec lesquels on satisfait ces besoins sont inférieurs à ceux qu'on obtenait de manière autonome : le solde monétaire entre zéro et quelque chose est toujours positif quel que soit le solde réel de la satisfaction personnelle obtenue entre avant et après. Si, de plus, la nouvelle production monétarisée est susceptible d'être injectée dans les circuits économiques nationaux et internationaux, et valorisés arbitrairement par la

constellation de monopoles qui contrôlent l'économie mondiale, la croissance et le «développement» ainsi obtenus peuvent être augmentés à volonté. Sur le plan de la fiction monétaire, la marge de manipulation statistique est infinie. Le cas du «développement» fulgurant de la République Populaire de Chine est actuellement le grand paradigme de ce processus, mais tous les pays industrialisés ont traversé une étape similaire dans les phases initiales de leur processus de «développement».

Mais la séquence complète du «développement», de la dépendance et la monétarisation des modes de vie des individus et des communautés à leur connexion obligée à l'économie globale se heurte à un problème crucial : sa non-viabilité écologique. Le processus de «développement» et de globalisation peut avancer tant qu'il ne touche pas une fraction de la population et des ressources globales, mais au-delà d'une certaine limite, il est intrinsèquement insoutenable d'un point de vue écologique.

En effet, les formes traditionnelles de satisfaction autonome ou locale des besoins humains sont adaptées aux conditions naturelles de leur environnement : dans leur processus séculaire de consolidation et de perfectionnement, c'est une condition d'efficacité et de pérennité. Mais la globalisation de l'économie conduit à la spécialisa-

tion des activités économiques partout, en fonction des exigences des marchés mondiaux et non des conditions naturelles de chaque espace de production. Peu importe si les activités imposées dans une région épuisent les ressources naturelles locales, du moment que le bénéfice obtenu jusqu'à la disparition définitive des ressources est suffisant pour justifier cette production à ce moment-là et dans cet endroit. Mais évidemment, un processus de cette nature, généralisé à de plus en plus de régions du monde, n'est pas soutenable à moyen et long terme.

Si les conditions écologiques de production locale sont un frein au processus de globalisation économique à moyen et long terme, les limites écologiques globales lui imposent d'autres contraintes non moins rigides. En effet, pour n'en citer qu'une, le processus de globalisation dépend très largement du transport et en même temps, il stimule fortement la croissance de cette activité qui est une des plus destructrices de l'environnement global. La dépendance énergétique du transport vis-à-vis des combustibles fossiles est totale dans les longues distances à l'échelle mondiale. L'influence du transport sur l'effet de serre et le changement climatique est déjà très préoccupante et il semble de plus en plus évident qu'il faut la freiner de manière radicale.



1985 - Zone en voie de développement.

En résumé, la globalisation de l'économie non seulement ne contribue pas à améliorer les conditions de vie de la population, mais elle tend objectivement à renforcer la dépendance des personnes et à détériorer les conditions de vie des populations dépendantes. De plus, le processus de globalisation est intrinsèquement non durable d'un point de vue écologique. Ceci explique l'insistance croissante des institutions internationales sur le «développement» durable. En l'absence de mécanismes de «durabilité» capables d'atténuer le rythme de dégradation de l'environnement associé au processus de «développement» et de globalisation économique, sa non viabilité écologique apparaîtra plus rapidement.

### Vers une inégalité accrue

L'idole la plus adorée de toutes celles qui ont peuplé le temple de l'économie est probablement celle que représente le libre-échange. Cette divinité, typiquement occidentale, a compté, dès ses premières apparitions devant les pères de la science économique, des légions de fanatiques suiveurs prêts à accepter n'importe quels sacrifices en son nom. Périodiquement, la foi en ce Dieu prodigue et justicier s'enflamme jusqu'à l'hystérie, donnant lieu à d'authentiques vagues de fondamentalisme économique. Actuellement le monde économique traverse une de ces périodes de ferveur religieuse où cette idole de toujours est adorée surtout sous le vocable de compétitivité et concurrence internationale.

Pourtant les analyses les plus convaincantes sur la signification et le vrai fonctionnement de la concurrence internationale ne sont pas celles qui se formulent en termes religieux mais celles qui se réalisent en termes militaires. Bien que l'iconographie économique montre le libre-échange comme un dieu juste et rationnel, qui distribue les richesses entre les personnes et les peuples en fonction de leur travail, de leur ingéniosité ou de leurs mérites de tous ordres, l'histoire

économique montre de ce dieu un visage totalement différent : celui d'une divinité guerrière et arbitraire qui octroie le succès aux forts au détriment des faibles. Ses vrais attributs ne sont ni la bêche, ni le rouet, ni la tirelire, mais la lance et le poignard.

Il s'avère presque inutile d'essayer de transférer les précédentes métaphores sur le plan de l'argumentation économique puisque le débat de la concurrence et de la compétitivité se situe sur le plan des croyances, où il n'y a pas de place pour un discours logique. En réalité, en marge de ce que suggèrent ou prétendent démontrer les théories économiques qui prônent les vertus de la libre concurrence, la seule chose que l'on ait observée à ce jour dans le monde de l'économie capitaliste réelle est une succession de comportements prédateurs soutenus directement et indirectement par la force des armes. Dans le champ de bataille de l'économie globale, ainsi délimité et réglementé, les grandes firmes s'affrontent, s'enlevant ou se répartissant les marchés, les avantages et les bénéfices en fonction des rapports de force présents à chaque moment et à chaque endroit. Ce sont là les seules évidences et l'unique réalité qui demeurent au fil du temps, au-delà des épisodes anecdotiques au cours desquels quelque joueur courageux ou astucieux obtient honnêtement, aux confins de l'arène, de médiocres et éphémères bénéfices. Mais dans le domaine des croyances, les évidences ne comptent pas plus que les arguments, et face aux unes et aux autres, les croyants continueront à être fidèles à leur foi jusqu'à la mort ou jusqu'à ce qu'un choc personnel les oblige à la remettre en question.

La réalité et l'expérience observables servent cependant à savoir ce que l'on peut et ne peut pas attendre du fonctionnement de la concurrence comme instrument régulateur de l'économie, et particulièrement de l'économie internationale. Ce que l'on peut attendre c'est une plus forte concentration de la richesse et du pouvoir dans les mains des compagnies transna-

tionales et des gouvernements qui les soutiennent, ainsi qu'une certaine diffusion de ces bénéfices vers les classes aisées des pays les plus industrialisés. Ce sont évidemment les combattants les plus forts et les mieux soutenus dans le champ de bataille de l'économie globale et ils n'hésiteront pas à utiliser leur force. On peut aussi s'attendre en conséquence à une dépossession croissante des peuples du Tiers-Monde, bien que, à certaines étapes, et en certains lieux, il semble que l'on aille vers l'égalité. Ce qu'on ne peut en aucun cas attendre de la concurrence internationale, c'est un processus qui conduise, même à long terme, à l'égalité de tous les peuples de la planète dans l'accès aux biens économiques et aux ressources naturelles.

### Le piège du gouvernement mondial

Les institutions représentatives du capitalisme mondial ne sont pas les seules à envisager et à suggérer la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle international. Pour diverses raisons, en particulier devant les conséquences écologiques et sociales que commence à avoir et aura le processus de globalisation et la libre concurrence internationale, nombreuses sont les personnes et les organisations indépendantes qui s'interrogent sur l'opportunité de mettre en place des institutions mondiales capables de veiller à la conservation de l'environnement et à la protection des intérêts vitaux des plus faibles, en contrôlant les comportements des plus forts et en établissant des mécanismes de redistribution.

Cette tentation s'explique, dans une certaine mesure, par deux raisons. La première tient au fait que, comme il fallait s'y attendre et comme le prouve l'expérience, en l'absence de mécanismes de régulation et de redistribution efficaces au niveau mondial, le processus de concentration de la richesse et du pouvoir au Nord, laissé à sa seule dynamique, tend à s'accélérer de façon exponentielle. La deuxième parce que certaines

expériences - comme celles de la construction des Etats-providence dans certains pays du Nord, ces dernières décennies - semblent indiquer qu'un gouvernement qui s'engage à redistribuer la richesse peut considérablement atténuer les différences entre les citoyens et parvenir à des sociétés relativement équilibrées.

### **L'armée américaine, armée mondiale**

La première raison est si évidente que c'est elle qui pousse les dirigeants du capitalisme global à proposer le renforcement des mécanismes de contrôle. Conscients des risques de dérive vers le chaos inhérents au déploiement incontrôlé du capitalisme sur le plan global, ils vont à petits pas - et parfois pas si petits que ça - vers la configuration d'une certaine forme de gouvernement mondial : l'ensemble institutionnel que constitue la Banque Mondiale et les autres banques de «développement», le FMI, la nouvelle OMC et les autres organisations régionales ou sectorielles sous la houlette des Nations-Unies est déjà un embryon bien formé de ce futur gouvernement mondial. Depuis la guerre du Golfe, il est clair que l'armée des Etats-Unis en constitue le bras armé, et cela non pas sous forme embryonnaire, mais déjà pleinement développée. Ce système institutionnel global est le seul sus-

ceptible d'émerger de la situation internationale actuelle et ses principes idéologiques comme ses priorités d'action sont bien connus.

### **Le Sud n'a pas de «Sud» à piller**

Au contraire, la deuxième raison tombe d'elle-même si l'on examine la vraie nature du partage social institué par l'Etat du Bien-Etre. Ce qui a été distribué au Nord n'était pas la richesse créée ou appropriée dans chaque pays par ses classes privilégiées, il s'agissait principalement des flux de richesses venues du Sud par les voies du colonialisme ou du néo-colonialisme et qui entraînent dans chaque pays à travers les classes détentrices du contrôle des entreprises qui exploitent le Sud. Chaque changement dans les flux des matières premières, dans les termes du Nord permettait des améliorations dans les Etats-Providence du Nord jusqu'à ce que l'épuisement de ces mécanismes d'approvisionnement vienne perturber le processus.

Mais les pays du Sud n'ont pas et n'auront pas de nouveaux «Sud» avec lesquels reproduire ce jeu. Par conséquent, un supposé gouvernement mondial qui s'engagerait à faire une redistribution différente d'un partage à somme nulle («ce que certains gagnent, d'autres le perdent»), par lequel seules des coupes sévères dans les richesses

des habitants du Nord permettraient une redistribution bénéficiant aux nombreux habitants du Sud. Dans l'état actuel des choses, seul un gouvernement mondial épaulé par une hégémonie ou tout au moins une parité militaire du Sud serait capable d'imposer un tel processus. Cette possibilité n'est nullement visible à l'horizon et n'apparaît pas souhaitable. Toute solution s'appuyant sur une course aux armements ou sur l'usage de la force militaire doit être rejetée par tous les peuples du monde, parce que tôt ou tard elle se retournera contre eux.

En résumé, dans la situation politique actuelle, pousser à la mise en place d'un gouvernement mondial quel qu'il soit ne conduit qu'à légitimer les objectifs des pouvoirs dirigeants du capitalisme, en accélérant la consolidation de structures politiques totalement incontrôlables par les individus et les peuples du monde. De telles structures ne peuvent conduire que vers un redéploiement encore plus sûr d'un capitalisme à la recherche de n'importe quel moyen pacifique ou violent pour freiner sa chute vers le chaos, inscrite dans son propre programme. Par ailleurs, essayer à partir du Sud - ou de grandes régions du Sud - d'attaquer de front et massivement le Nord, est une aventure insensée qui se solderait par d'horribles souffrances pour les populations.

Il existe des solutions à ce dilemme apparent, mais elles sont d'une autre nature. Elles ne passent ni par des gouvernements mondiaux, ni par un Nouvel Ordre Mondial et encore moins par un affrontement armé. Comme on le verra dans la suite, ce sont des solutions basées sur des processus de transformation culturelle, de lutte sociale, d'autosuffisance économique, de solidarité directe, et de résistance individuelle et collective à la soumission politique, exprimées en termes généralement pacifiques, même si elles peuvent s'appuyer avec profit sur des attitudes insurrectionnelles concrètes, réalisées au moment et à l'endroit voulu.

**Sylvia PEREZ-VICTORIA**



*Aujourd'hui, les responsables du FMI peuvent atterrir en avion pour visiter une zone développée !*

# LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIETE EQUITABLE EN PAIX AVEC LA PLANETE

**L'**ère du «développement» a été un échec pour tous les peuples du monde et pour commencer à résoudre les problèmes mondiaux, il faut la dépasser. D'abord, il faut abandonner, dans les discours critiques, le terme de «développement» comme objectif politique et renon-

des connotations et du contenu que les institutions et les pouvoirs dominants lui ont prêtés tout au long de ce demi-siècle.

Dépasser le concept de «développement» n'implique pas nécessairement de s'engager dans des campagnes actives à ce sujet, ni de se consacrer à dénoncer en

des gens, mais fournit une couverture idéologique à une infinité d'interventions et de politiques destructrices à travers le monde. Ce sont ces interventions et ces politiques qui doivent être l'objet de dénonciations et de campagnes actives en renonçant aux vaines questions de savoir si elles contribuent ou non au «développement» ou si elles apportent un «développement» «vrai» ou «faux», «durable» ou «non-durable», «humain» ou «inhumain», etc.

Il est inutile de chercher un terme pour remplacer le «développement» comme projet universel de l'Humanité. L'Humanité, si tant est qu'un tel concept ait un sens politique, est trop diversifiée pour faire l'objet d'un projet universel. Chaque communauté et chaque groupe, quelle que soit l'échelle humaine et géographique, doit rechercher sa satisfaction, sa prospérité et son bonheur en tenant compte de son contexte culturel et écologique propre, en transformant sa propre culture et ses structures économiques, sociales et politiques avec le temps et par des moyens autonomes et indépendants.

L'autonomie et l'indépendance ne signifient ni isolement, ni diminution des échanges culturels

*Il est inutile de chercher un terme pour remplacer le «développement» comme projet universel de l'Humanité. L'Humanité, si tant est qu'un tel concept ait un sens politique, est trop diversifiée pour faire l'objet d'un projet universel.*

cer une fois pour toutes à chercher indéfiniment de nouveaux adjectifs pour changer le sens du mot sans oser l'abandonner, ce qui se traduit par des échecs répétés et parfaitement annoncés. Il est clair que dans le champ de l'économie et du politique, le terme de «développement» ne peut pas être dépouillé

permanence l'usage qui en est fait par d'autres institutions ou organisations - l'usure politique que cela suppose est inutile, puisque les faits se chargeront d'en montrer l'inanité -. Il s'agit simplement de se démarquer dès aujourd'hui d'un concept vide, qui n'apporte aucune réponse positive aux problèmes

et des collaborations entre les groupes et les communautés. Bien au contraire, ce sont les conditions incontournables pour un échange et une collaboration égalitaire, libre de toute soumission et par là même riche pour toutes les parties qui collaborent.

### **Respecter les différences**

Il faut non seulement rejeter définitivement les concepts de «développement» et de «sous-développement», mais aussi ceux de pays «avancés» et «en retard», «plus favorisés» et «moins favorisés», ainsi que tout euphémisme qui ait la prétention de hiérarchiser les peuples du monde en fonction de leur seule richesse monétaire, oubliant d'autres formes de richesse et de pauvreté (culturelle, sociale, naturelle, biologique, etc.) bien plus importantes que le «monétaire». Dans les relations internationales, ces formes hiérarchiques doivent laisser la place à des concepts au contenu réel, qui expriment les différences et les problèmes existants et n'établissent pas une classification servant d'appui à la soumission culturelle : degré de viabilité et de durabilité des divers modèles économiques et sociaux, degré d'adaptation à l'environnement naturel local, degré d'autonomie et d'autosuffisance des personnes et des communautés, état de préservation de l'héritage culturel et des connaissances vernaculaires, degré de solidarité et de cohésion interne, degré de responsabilité dans l'usage des fonds globaux de ressources naturelles disponibles, etc.

### **Développer la confiance en soi des gens**

Mettre fin à l'ère du «développement» ne signifie nullement renoncer à améliorer les conditions de vie des populations, et en particulier des peuples, des communautés ou groupes ayant le plus de besoins insatisfaits. Bien au contraire, cela signifie améliorer les conditions de vie par la voie la plus facile et la plus sûre, c'est-

à-dire en stimulant les sentiments de confiance en soi des gens et des communautés à tous les échelons (local, national, continental) pour qu'ils trouvent à leurs problèmes les solutions les plus autonomes possibles, et qui respectent leur plus proche environnement, sans compter sur les supposés bénéfiques qu'ils devraient obtenir - toujours au futur -, en échange de formes de dépendances culturelle et économique aggravées. Ce dont il faut se démarquer, c'est de l'image de ces réponses autonomes aux besoins sur les indices de production monétarisée et sur les autres indices économiques et technocratiques, de même que des classements, régionaux ou nationaux, que les experts pourront en tirer.

Dépasser le mythe du «développement», autocentrer localement les systèmes économiques et se déconnecter de l'évolution des indicateurs economico-technologiques, ne signifie aucunement perpétuer le «statu-quo» entre le Nord soi-disant développé et le Sud soi-disant sous-développé. Bien évidemment, la production des biens et services au Sud doit augmenter et cela en grande mesure pour répondre aux besoins non-satisfaits. Les populations du Sud doivent, avec ou sans la permission du Nord, occuper l'espace écologique nécessaire à leur production, mais dans leur propre intérêt. Ils doivent tenir compte des conditions écologiques locales, et ne pas se comporter comme le Nord irresponsable qui a mis en place un système de production non durable et pleinement dépendant du pillage extérieur. Et surtout, cette production doit être réalisée et consommée principalement au plan local, là où s'expriment les besoins humains, et ne doit pas servir à alimenter les marchés

mondiaux dont les maîtres ne rendront à leurs producteurs qu'une infime partie de sa vraie valeur.

### **Les plus grandes difficultés sont au Nord**

Si l'on regarde le monde actuel, on observe que c'est au Nord que résident les plus grandes difficultés et que c'est là que sont nécessaires les changements les plus radicaux pour parvenir à construire des sociétés viables dans une planète partagée.

Ce sont les sociétés du Nord qui sont allées le plus loin dans la poursuite du mythe du «développement», celles qui ont le plus détruit leurs ressources et celles des autres, qui ont conduit leurs populations vers la plus forte dépendance et absence d'autonomie, celles qui ont le plus perdu leur héritage culturel et leur capacité d'adaptation à leur environnement. Elles doivent faire face sans attendre à ces graves problèmes si elles veulent que la convivialité sur la planète soit satisfaisante pour tous. Mais elles sont démunies devant l'effondrement de leur propre modèle et atterrées devant l'évidence que les sociétés du Sud ont, devant elles, des milliers de voies indirectes (culturelles, démographiques, migratoires, économiques, écologiques...) pour répondre à leur domination et qu'elles sont prêtes à s'en servir. La fin de l'ère du «développement» sera plus dure pour le Nord que pour le Sud. Si l'on ne retient comme indicateurs généraux que le degré de crispation sociale, d'appréhension du futur, et d'insatisfaction vitale des gens, c'est déjà le cas.

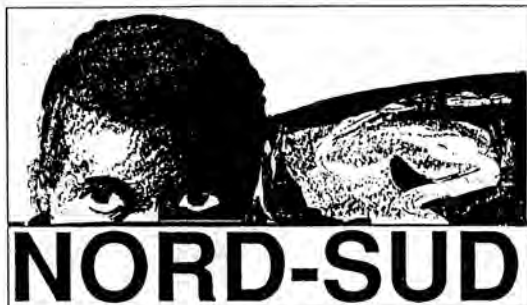
**Sylvia PEREZ-VICTORIA**

### **Quelle écologie radicale ?**

Débat entre Murray Bookchin et Dave Foreman. Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Mais écologie sociale et écologie profonde sont-elles compatibles ? 164 pages 15 x 21 cm.

**Bon de commande page 39**





## PETITES PHRASES

«L'aide devrait faire disparaître la nécessité de l'aide». Capitaine Sankara, ancien président du Burkina Faso.

## DES VELOS POUR LE BURKINA

L'association Ecla, au Burkina Faso, est connue pour la mise au point de poussettes et de voiturettes pour les handicapés réalisées à partir de matériaux de récupération. Ces véhicules sont fabriqués essentiellement avec le recyclage des pièces de vélos. L'association a donc besoin de récupérer des vélos, même en mauvais état. L'association Roue Libre, en Savoie, s'est aperçue qu'un grand nombre de vélos finissent leur vie dans les déchetteries. Elle en a ainsi récupéré 340 lors des trois premiers mois de collectes en Savoie. Elle souhaite développer ce procédé avec d'autres groupes en France et drainer des fonds pour envoyer ces vélos au Burkina. L'association Ecla restaurera ces vélos et les vendra à un prix extrêmement faible. Les «restes» serviront comme auparavant à confectionner d'autres véhicules. Actuellement, au Burkina, les importations venues d'Asie mettent la bicyclette au prix de 70 000 francs cfa... soit la moitié du revenu annuel d'une famille paysanne. Pour en savoir plus : Roue Libre, 371 rue de la République, 73000 Chambéry, tél : 79 60 27 38.

## TCHAD : 32 000 LIVRES SCOLAIRES

L'association «Des livres pour le Tchad» a réussi en 1993 à remplir un conteneur pour la région du Moyen Chari au Tchad. Un conteneur représente 32000 livres.

Ceux-ci partis de Cherbourg en mars 1994, ont été distribués dans les écoles en mai 1994. Le choix de cette région tchadienne a été fait car les parents ont manifesté leurs capacités à s'auto-organiser. Ils ont bâti eux-mêmes dix écoles primaires et un collège de 400 élèves. Ils ont en projet la construction d'un lycée. Il y a 8000 élèves potentiels dans la région qui peuvent être scolarisés. L'association, après avoir envoyé une enquête auprès des bibliothécaires de la région, souhaite renouveler l'opération en remplissant un deuxième conteneur. Pour cela, elle recherche de nouveau 32 000 livres qui seront distribués plus largement dans 12 collèges et 3 lycées.

Parallèlement, elle cherche à collecter des dons, l'envoi des livres revenant à 70 000 F. On peut adresser livres et dons à : «Un Conteneur de livres pour le Tchad» c/o Serge Levillayer, 50440 Biville, tél : 33 52 76 93.

## RENNES : ÇA VA PAS LA TERRE

Le CRIDEV, centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples, le CIELE, centre d'information sur l'énergie et l'environnement, Terre des Hommes, avec le concours de la Feuille d'Erable, organisent un mois d'information sur l'environnement et le développement du 21 novembre au 18 décembre. Sous le titre «Ça va pas la Terre», ces associations présentent une exposition avec des vidéos, deux soirées conférences et un accueil des scolaires. La première soirée «Amazonie pour la vie» aura lieu le jeudi 1er décembre à 20h30 à la Maison du Champ de Mars, cours des Alliés. Elle présentera la lutte des Indiens d'Equateur contre les compagnies pétrolières (dont

Elf). La deuxième soirée «Villes du Nord, villes du Sud» aura lieu le mardi 13 décembre à 20 h 30 au même endroit. L'exposition se tient dans le hall sud de l'Hôtel de Ville jusqu'au 4 décembre puis à la Maison du Champ de mars jusqu'au 17 décembre.

Renseignements :

• CRIDEV, 41 av. Janvier, 35000 Rennes, tél : 99 30 27 20.

• CIELE, 96 canal Saint-Martin, 35700 Rennes, tél : 99 54 42 98.

## LYON : AMAZONIE POUR LA VIE

Le mercredi 7 décembre, l'association ICRA-Lyon, commission internationale pour le droit des peuples indigènes, recevra quatre Equatoriens pour une conférence publique sur la situation écologique et sociale de l'Amazonie. Cette rencontre aura lieu à 20 h30 à la Maison de la Rencontre d'Ecully. Contact : ICRA, Maison des sociétés, square Henri Grimma, 69500 Bron, tél : 72 12 04 28.

## AIDE AU DEVELOPPEMENT : CAISSES NOIRES ET ARGENT BLANCHI

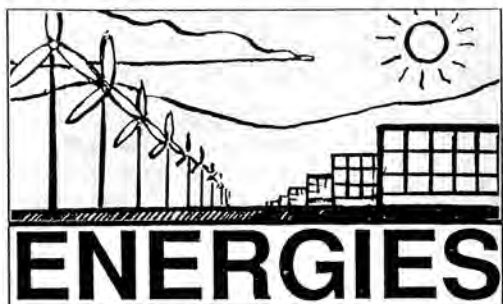
«Tout le monde sait que les partis politiques sont financés par des détournements de trafics via l'Afrique. L'Afrique sert à blanchir l'argent des partis politiques» déclarait il y a un an Erik Orsenna, prix Goncourt et ancien «nègre» de Mitterrand. Ce n'est donc pas étonnant si depuis quelques mois Charles Pasqua multiplie les aides dans les pays africains : accord avec le régime d'apartheid du Soudan (en échange de Carlos), remise en selle de Mobutu, réhabilitation du général Eyadéma... Si la France a perdu sa place au Rwanda, elle conserve encore de nombreux circuits pour récupérer l'argent «prêté» aux dictatures africaines.

Au Gabon, la situation est particulièrement parlante : le général Ndjave-Ndjoy, bras droit d'Omar Bongo a organisé en 1993 un colloque sur l'avenir de la coopération Nord-Sud. Pour cela, il a reçu de nombreuses subventions, dont 3 millions d'Elf et 1 million de Shell... A l'arrivée, il manque 2,8 millions au moins. Le directeur de l'hôpital où se passait ce colloque, René Nething, qui s'opposait au «blanchiment» de cet argent a été licencié, ainsi que plusieurs salariés solidaires. C'est également au Gabon que les anciens responsables hutus rwandais, amis de la France, ont pu trouver refuge.

Toujours pour le Gabon, Charles Pasqua, en tant que président du Conseil Général des Hauts-de-Seine, a fait voter que 1 % du budget du département irait à un service dénommé «Coopération 92». L'essentiel de cet argent a été distribué pour la création d'écoles au Gabon. Interrogé par Survie, «Coopération 92» a été incapable de fournir des précisions sur les lieux où sont ces écoles.

Au Togo, le général Eyadéma s'est vu remettre par le ministre de la coopération française, Michel Roussin, 108 millions d'aide budgétaire et une annulation de la dette portant sur 400 millions. On ne sait évidemment pas quelle part de cet argent revient dans les caisses noires du gouvernement.

(source : Survie, 57 av. du Maine, 75014 Paris)



## PETITES PHRASES

«On pourrait satisfaire la totalité des besoins en électricité des Etats-Unis en implantant des centrales solaires sur 59 000 km<sup>2</sup>, moins d'un tiers de la superficie qu'occupent actuellement les installations militaires américaines» (WWI, «L'Etat de la Planète 1994», Ed. La Découverte)

## SUISSE : MURS SOLAIRES

Après les tuiles solaires, (voir Silence n°182) ce sont les murs qui pourraient servir de capteurs. Michael Graetzel, chercheur à l'école polytechnique de Lausanne, a mis au point un panneau photovoltaïque de rendement limité (environ 10 %) mais disponible en plusieurs couleurs (rouge, bleu, vert) et d'un coût modeste, qui peut être utilisé comme élément de décoration d'une façade d'immeuble. Actuellement à l'essai, il devrait être commercialisé d'ici cinq ans. (source Courrier International du 22 septembre 1994)

## FRANCE : EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE

Entre 1980 et 1992, la consommation finale d'énergie commercialisée en France a augmenté de 16 % alors que le PIB augmentait lui de 27 %.

Mais ces chiffres cachent une grande inégalité : alors que la consommation dans l'industrie et dans l'agriculture est bien maîtrisée (légère baisse malgré l'augmentation de la production), la hausse globale est la conséquence de l'augmentation des transports et de la consommation pour le

chauffage du tertiaire et du résidentiel. Le transport consomme essentiellement du pétrole. Pour le chauffage, la hausse est considérable (+30 %) et est due pour une

bonne part à l'utilisation du chauffage électrique. (source Alternatives Economiques, septembre 94)

## ECONOMIES D'ENERGIE ET DECORATION

La décoration d'un appartement peut avoir des conséquences sur votre consommation d'énergie. Le choix des couleurs peut vous permettre, en utilisant des couleurs claires, de gagner en luminosité. De

même, des miroirs soigneusement placés de biais par rapport aux fenêtres peuvent permettre d'éclairer des coins plus sombres de votre logement.

L'ouverture de vastes sur les toits dans les villas peut permettre d'apporter énormément de lumière même avec une ouverture de petite taille (du fait de l'orientation).

Dans une maison convenablement étudiée, aucune ampoule électrique ne doit être nécessaire entre le lever et le coucher du jour.

## LES INDUSTRIES ENERGIES RENOUVELABLES EN FRANCE

Une étude a été réalisée sur ce sujet par le CLER, comité de liaison énergies renouvelables, pour le compte du ministère de l'Industrie, entre juin 1993 et mai 1994. Cette étude fait apparaître les chiffres d'affaires suivants (pour 1993) : bois 2 500 millions de francs, autre biomasse 266 MF, petite hydraulique et éolien 394 MF, et le solaire 244 MF. Cette production est destinée pour 45 % à envoyer de l'électricité sur le secteur, pour 20 % à utiliser de l'électricité sur place, pour 25 % à se chauffer et pour 10 % à fournir de la chaleur à haute température. La sous-traitance pour l'installation du matériel est gérée par de multiples petites entreprises qui globalisent au total environ 3500 emplois. Les entreprises ayant un secteur énergies renouvelables sont environ 60 dont seules une dizaine ont plus de 30 salariés. Au total, ces autres énergies renouvelables emploient 1075 personnes : 108 dans le chauffage collectif au bois, 300 dans le chauffage central au bois, 106 dans le solaire thermique, 244 dans l'hydroélectricité et l'éolien produisant de l'électricité sur le secteur, 309 pour l'électricité décentralisée, 8 enfin dans l'énergie mécanique (cogénération).

### Le solaire en déclin

Cette étude montre que la France, qui avait pris un bon départ dans le domaine du solaire, est aujourd'hui

marginalisée au sein de la CEE. En 1980, il s'est en effet installé 63 400 m<sup>2</sup> de capteurs à eau, soit 23 % des installations de la CEE. En 1985, on est tombé à 36 800 m<sup>2</sup> soit 11 % de la CEE. En 1990, on est tombé à 14 300 m<sup>2</sup>, soit 6 % de la CEE. Depuis, on a une légère hausse pour atteindre 17 000 m<sup>2</sup> en 1993. Alors qu'en 1980, il y avait des dizaines d'entreprises dans ce domaine, il n'en reste plus aujourd'hui que 9 dont 3 dans les Dom-Tom. Cette situation est dramatique, comparée à d'autres pays européens. Cela s'explique par le désintéressement de l'Etat, qui préfère miser sur le nucléaire. L'Autriche, qui bénéficie d'un ensoleillement moins bon qu'une bonne partie de la France, installe 40 fois plus de surface par habitant que la France !

### L'éolien inexistant

Aujourd'hui, la recherche dans ce secteur est au point zéro. Le prix de rachat de l'électricité par EDF limite les amortissements et donc le marché est quasiment inexistant... alors que la ressource est énorme. Les rares entreprises françaises travaillent essentiellement à l'exportation. La France dispose de 2,5 MW installés (2,2 dans l'Aube, 0,3 à Dunkerque) contre 520 MW au Danemark ! Au niveau européen, de nombreux pays ont des programmes, dans les dix ans à venir, dépassant les 1000 MW... mais pas la France.

### Une politique pour les énergies renouvelables

La France investit dans la recherche et le développement des énergies renouvelables au même niveau que des pays comme la Pologne ou la Turquie ! Des pays comme la Norvège, la Suède ou l'Allemagne y consacrent 6 fois plus ; des pays comme le Danemark, la Finlande ou la Suisse, 12 fois plus ! Les solutions seraient une aide de l'Etat par une subvention aux investissements pour le particulier, une baisse de la TVA sur le matériel nécessaire. Les établissements publics pourraient montrer l'exemple en prévoyant des options énergies renouvelables dans leur cahier des charges. L'Etat pourrait obliger les constructeurs à présenter le coût de l'énergie à la charge de l'utilisateur pour chaque installation. Pour la production d'électricité, il faudrait une plus grande transparence sur les prix et envisager, comme au Danemark, une taxe sur les émissions polluantes des sources d'énergie non-renouvelables pour subventionner le renouvelable. Tout ceci suppose qu'une information soit faite dans les professions concernées et que l'on assure des formations pour les personnes chargées de la construction comme de la maintenance. Pour en savoir plus : CLER, 17 rue de Crussol, 75011 Paris, tél : (1) 48 05 17 59.



# ENVIRONNEMENT

## PETITES PHRASES

*«Le ruisseau nous apprendra à parler  
Malgré nos peines et nos souvenirs  
Il nous redira à chaque instant  
Quelque beau mot tout rond  
Qui roule sur les pierres»  
Gaston Bachelard.*

## L'AFFAIRE DU TROU DE LA COUCHE D'OZONE

A partir du 1er janvier 1995, les CFC, gaz chlorofluorocarbones, seront interdits de production et d'utilisation dans toute l'Europe. Ces gaz sont suspectés d'être à l'origine de la déperdition de l'ozone stratosphérique

(à haute altitude). Toutefois, d'autres produits semblent avoir un effet similaire : des études accusent le bromure de méthyle, l'un des pesticides les plus courants. Enfin, les substituts aux CFC mis sur le marché par des industriels peu scrupuleux semblent ne pas être moins dangereux que les CFC eux-mêmes. Il s'agit entre autres des HCFC et HFC. Les pre-

miers seront interdits au plus tard en 2014, les seconds font l'objet d'études dans plusieurs pays. Greenpeace vient d'éditer une brochure qui fait le point sur ce sujet, à commander contre 30 F à : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

## ANTARCTIQUE : BARRIERE SUPER- MENTEUR

Michel Barnier, ministre de l'Environnement, nous a arraché une larme de bonheur en nous annonçant que la France renonçait à sa piste d'aviation en Antarctique par souci de

protection de l'environnement. La réalité est tout autre : dès le premier hiver austral, cette piste, qui a coûté 106 millions, a été détruite par les tempêtes et son entretien nécessiterait de la refaire chaque année.

## GUYANE : LE BARRAGE NE TIENT PAS SES PROMESSES

EDF avait promis que le barrage du Petit-Saut se ferait dans les meilleures conditions. Mais le système d'oxygénation de l'eau nécessaire pour le maintien de la vie en aval ne fonctionne pas correctement et la seule solution a pour le moment été d'ouvrir les vannes du barrage à 50 %, ce qui permet tout juste d'assurer une oxygénation minimale. Combien de temps EDF va-t-elle accepter de perdre 50 % de l'énergie ? Faut-il utiliser l'énergie produite pour actionner des brasseurs qui réoxygéneraient l'eau ?

On risque de ne jamais le savoir car EDF a trouvé une solution efficace : elle a stoppé tous les crédits de recherche accordés aux scientifiques !

Autre motif d'insatisfaction : EDF a favorisé la pêche dans la retenue d'eau alors que les scientifiques demandaient que l'ensemble soit mis en réserve. (source Le Pou d'Agouti, été 94).

## ALPES DE HAUTE PROVENCE : INCENDIE AU CHLORE

Le Provençal du 11 octobre se veut rassurant : «l'incendie du plus gros compresseur de chlore de l'établissement Atochem hier après-midi a réduit la production de moitié. Aucun blessé, ni pollution». La réalité est un peu différente : pendant 35 mn, un épais nuage de fumée rousse puis noire puis jaune s'est répandu sur la ville. Difficile de la confondre avec un panache d'eau !



## PYRENEES- ATLANTIQUES : DEUXIEME COL LIBRE

Depuis 1979, l'association Organbidexka col libre a réussi à prendre à sa charge un domaine de chasse situé au col du même nom, le transformant en site d'observation ornithologique.

Le 22 mai dernier, un autre domaine était mis en location au col du Pays de Soule. Réussissant à passer outre à la méfiance des sociétés de chasse, l'association a pu signer un bail de trois ans, renouvelable, ouvrant une nouvelle brèche dans les 200 km de crêtes basques livrées aux chasseurs.

Contact : OCL, 64190 Jasses, tél : 59 66 20 95.



## CANAL RHIN-RHONE : DERNIERS SOUBRESAITS ?

Alors que le lobby pro-canal emmené par Raymond Barre a annoncé le 25 octobre que le gouvernement Balladur était favorable à la constitution d'une nouvelle société réunissant la CNR, compagnie nationale du Rhône, EDF, et les Voies navigables de France, la région Rhône-Alpes a voté le 22 juillet dernier la suppression d'une subvention de 8,8 millions de francs à la CNR destinée à ce canal. La région Bourgogne s'est également désengagée le 2 septembre en annulant une subvention de 5,5 millions. Ces retraits de subventions font suite aux procès gagnés par les opposants concernant les autorisations de construction. L'annonce de Raymond Barre pourrait bien être le dernier soubresaut d'un projet maintenu en survie artificielle depuis vingt ans.

## ILE-DE-FRANCE : FESTIVAL DU VOYAGE A VELO

La dixième édition du festival du voyage à vélo se tiendra le samedi 21 et le dimanche 22 janvier à partir de 12 h à la Bourse du Travail, 11 rue Génin, 93200 Saint-Denis. Au programme : expositions photos, projections de films, livres, matériel cycliste, vente de matériel d'occasion (vélo et camping). Renseignements : Cyclo-camping international, 14 rue Pinel, 75014 Paris ou Vélodipède-Club de Saint-Denis, 3 rue Samson, 93200 Saint-Denis.

## LYON : COLLECTE DES VIEUX JOURNAUX

Après trois ans d'interruption provoquée par la chute des prix, la Maison de l'Ecologie de Lyon reprend la collecte des vieux journaux. La remontée des cours actuels s'explique par la hausse de la demande au niveau mondial : alors que les vieux papiers nord-américains étaient exportés vers l'Europe, ils sont maintenant exportés vers l'Asie, ce qui



## BHOPAL : DIX ANS APRES

Le 2 décembre 1984, une fuite d'isocyanate de méthyle, un gaz servant à la fabrication de pesticides, provoquait le plus grand désastre de l'industrie chimique de tous les temps. Une cuve de l'usine américaine Union Carbide de Bhopal venait d'exploser. Cette usine particulièrement dangereuse se trouve au centre d'une agglomération de 800 000 habitants.

Le choix de son emplacement a été fait uniquement pour des raisons économiques. Le nuage toxique va faire des milliers de morts et des centaines de milliers de blessés, souvent handicapés à vie. Selon les estimations du gouvernement indien et Union Carbide, il y aurait eu 1754 morts et 200 000 blessés. Selon les associations locales, les vrais

chiffres seraient de 15 000 morts et 300 000 blessés. L'UNICEF, au terme d'une enquête, avance le chiffre de 10 000 morts. Les familles ont déposé plus de 600 000 plaintes et plus de 100 000 ont été prises en compte par les tribunaux.

D'une certaine façon, ceux qui sont morts ont eu le plus de chance, car ceux qui ont survécu ont des séquelles définitives. Le plus souvent rendus aveugles, ces blessés présentent aussi bien d'autres problèmes : destruction plus ou moins grave des poumons, dysfonctionnement des reins, de la rate et du foie, stérilité de l'appareil reproducteur chez la femme, dysfonctionnement du système immunitaire provoquant une grande sensibilité aux épidémies, en particulier à la tuberculose. Enfin,

des mutations génétiques ont été observées.

Chaque année, les victimes de l'accident organisent une grande manifestation à la date anniversaire et brûlent l'effigie de Warren Anderson, le patron de l'usine à l'époque de l'accident. Ces commémorations rassemblent plusieurs milliers de personnes. Des manifestations organisées par les femmes (qui ont souvent mieux résisté que les hommes) ont été violemment réprimées par la police. Les familles des morts ont pour le moment touché une indemnité de 10 000 roupies (soit 1500 F !)... alors que Union Carbide a déjà dépensé plus de 250 millions de francs pour assurer sa défense devant les tribunaux. (source : The Ecologist, septembre 1994)

fait qu'il existe de nouveau une demande en France. La faible croissance de l'usage du papier recyclé reste toutefois un frein et le décret pris par le gouvernement le 21 juillet obligeant à la valorisation des déchets industriels risque de provoquer rapidement un nouvel engorgement.

Renseignements : Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 27 29 82.

## HAUTE-SAVOIE : ABANDON D'UNE AUTOROUTE

Pour la première fois en France, une enquête publique concernant une autoroute s'est conclue par un avis négatif de la part de la commission d'enquête. Il s'agit du projet Annemasse-Thonon-Saint-Gingolf qui devait passer au sud du lac Léman. Les commissaires

jugent en effet le projet inutile.

## MARAIS POITEVIN : VICTOIRE !

Michel Barnier et Bernard Bosson, les ministres concernés, ont donné raison aux associations se battant contre le passage de l'autoroute Nantes-Niort dans le marais poitevin. L'autoroute fera un donc un détour.



## PETITES PHRASES

«La décision de faire redémarrer Superphénix est d'une négligence telle qu'elle touche à l'inconscience, à la bravade et à la doctrine de la rentabilité à tout prix, tout comme l'affaire du sang contaminé» du Pr Minkowski (Courrier de Hérissou, revue de la FRAP-NA-Isère, septembre 1994)

## TAIWAN : VAGUE ANTINUCLEAIRE

L'opposition à la construction d'un quatrième réacteur nucléaire à Taïwan connaît un succès de plus en plus important. Une marche en direction du site, au début de l'été, a réuni plus de 20 000 personnes alors que dans les médias le débat fait rage, les opposants ayant accusé la compagnie nationale d'électricité d'avoir organisé des coupures de courant dans le but de prouver la nécessité de son programme nucléaire.

## ALLEMAGNE : MOX ET PLUTONIUM

Depuis 1991, la construction de l'usine modèle de Hanau, qui doit produire du combustible mixte uranium-plutonium ou MOX, est à l'arrêt. Le 22 avril dernier, Siemens annonçait avoir renoncé à finir cette usine (voir n°181). L'usine était construite à 95%. Le 9 août dernier, le tribunal fédéral l'autorisait à achever deux des bâtiments afin d'y permettre le retraitement des déchets nucléaires. Actuellement, les déchets allemands sont envoyés soit à La Hague (Manche) soit à Sellafield (Grande-Bretagne). Cette décision fédérale casse la décision du tribunal régional de Wiesbaden (le gouvernement régional est une coalition socialistes/verts). Après les élections législatives du 16 octobre, on peut craindre le pire... Si les partis promettent d'aller vers une sortie du nucléaire, on sait ce que valent les promesses. (source WISE, septembre 1994)

## MARCHE EUROPENNE CONTRE LE NUCLEAIRE

- Une pétition a été lancée en soutien à la marche européenne qui joindra Bruxelles (12 janvier) à Moscou (12 octobre) en passant par le nord de la France (du 15 janvier au 14 février). Cette pétition demande la dénucléarisation au niveau mondial, et plus particulièrement en France et affirme son soutien à la marche. Le texte de cette pétition peut être reçu sur simple envoi d'une enveloppe timbrée portant son nom et adresse auprès de la coordination française.
- Un camion exposition suivra la marche. Il vient du Danemark. Cette exposition sur l'«énergie autrement» est gratuite et ouverte à tous. Elle aborde sur 50 m<sup>2</sup> les sujets suivants : économies d'énergie, vent, biomasse, photovoltaïque, solaire... Ce semi-remorque génère l'énergie nécessaire aux marcheurs pour l'électricité et l'eau chaude.
- Traces de Tchernobyl : une exposition de photos suivra la marche. Elle est consacrée aux conséquences du plus grave accident nucléaire actuel.
- Inscription des marcheurs : une fiche d'inscription pour les marcheurs est disponible. Il est vivement conseillé de la remplir pour faciliter la mise en place de l'accueil dans les villes traversées. Pour en savoir plus : GSIEN Lyon, 2 place Croix-Paquet, 69001 Lyon, fax : 78 28 10 70 ou Minitel 36 14 Chez GSIENLYON.

## DAMPIERRE : ASSEMBLAGES FISSURES

La CGT de la centrale de Dampierre a vivement réagi à l'information donnée par la direction de la centrale (voir n°182) : selon elle, la contamination de 62 salariés n'est pas due à une négligence mais à des questions de rentabilité. La direction a choisi d'utiliser des barres de combustibles qu'elle savait fissurées car cela aurait coûté trop cher de ne pas les utiliser. C'est l'usage de ces éléments qui est responsable de l'activité élevée du circuit primaire et du dégagement de gaz radioactif. La CGT révèle que lorsque la détection d'iode radioactif a provoqué l'alerte, de nombreuses irrégularités ont été pratiquées par la direction de la centrale contre l'avis des structures de sûreté internes à la centrale : libération dans l'atmosphère de gaz radioactifs à la limite des rejets autorisés pendant trois jours, fuite dans la piscine, le niveau d'eau étant trop haut, ouverture pendant plusieurs heures du sas matériel et du sas «0 mètre» pendant plusieurs heures. La CGT s'étonne qu'une telle série de maladroites ait pu se produire alors qu'un incident similaire avait eu lieu en octobre 1993 et qu'un bilan à l'époque avait indiqué les erreurs à ne pas reproduire...

Ensuite, nous divergerons des avis de la CGT qui demande la construction de plus de tranches nucléaires pour que l'on puisse entretenir correctement, en prenant le temps, celles qui sont en panne ! Il vaudrait mieux ralentir les exportations d'électricité et limiter la consommation.

## VIENNE : COORDINATION ANTI-DECHETS

Le département de la Vienne pourrait être choisi pour l'enfouissement des déchets radioactifs. De nombreuses associations d'opposants ont vu le jour depuis l'annonce faite par la presse. Une coordination se mettra en place lors d'une réunion qui aura lieu le samedi 26 novembre.

Contacts : Comité de coordination Sud-Vienne / Charente, tél : 49 87 47 40.

## LA HAGUE-MARCOULE TRANSPORTS DE PLUTONIUM

Si vous habitez sur l'itinéraire entre l'usine de retraitement de La Hague (pointe nord-ouest de la Manche) et l'usine de fabrication du combustible Mox de Marcoule (au bord du Rhône, dans le Gard), vous pourrez voir passer environ 200 convois d'oxyde de plutonium, soit 4 par semaine et ceci dès 1995. C'est le rapport sur la sécurité des installations nucléaires de Claude Birraux publié en 1993 qui l'annonce. Les terroristes qui voudraient récupérer ce précieux fret sont priés de prendre leurs précautions pour ne pas trop nous contaminer.

## ISERE : RADIOACTIVITE A VIF

La décharge du Serf à Vif présente une radioactivité supérieure à 12,5 curies selon les mesures de la DRIRE, direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, soit un chiffre supérieur à celui fixé par la réglementation concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Un collectif s'est mis en place pour demander une étude indépendante sur les risques que présente cette décharge : Comité contre la décharge du Serf de Vif, Vincent Fristot, 8 cours Berriat, 38000 Grenoble.

## MEUSE : MOBILISATION CONTRE LES DECHETS

Le 18 septembre dernier, une marche a réuni plus de 600 personnes à Briancourt-sur-Orge, fief du conseiller général Jean-François Renard, où les syndicats intercommunaux ont donné un avis favorable à l'arrivée des déchets. Les opposants ont annoncé que 40 000 signatures ont déjà été collectées dont 35 000 dans le département. Par ailleurs, soixante communes ont déjà voté contre ce projet sur leur territoire. (source l'Est Républicain, 19 septembre 1994)

# SUPERPHENIX

## PORTE-PAROLE EN PRISON

En septembre, les cantons de Genève et de Lausanne en Suisse demandent au gouvernement fédéral de se joindre à eux pour porter plainte contre le redémarrage de Superphénix. Dans ces conditions, est-ce un hasard si, le 16 septembre, Olivier de Marcellus et sa femme sont arrêtés chez eux, accusés dans un premier temps de «complicité avec Carlos dans le cadre de l'attentat au bazooka contre la centrale de Creys-Malville en 1982» ?

Olivier de Marcellus, psychologue, 51 ans, est bien connu de ceux qui militent contre Superphénix : c'est le porte-parole de Contratom, l'association qui a su mobiliser les Suisses contre ce réacteur nucléaire. D'un naturel calme, il est l'un des meilleurs diplomates de la cause anti-nucléaire et, à ce titre, il aurait pu convaincre les politiques du gouvernement fédéral de suivre le mouvement.

Olivier de Marcellus va être interrogé pendant 18 jours sans qu'aucun avocat ne puisse entrer en contact avec lui ! Un délai qui mobilisera les associations de défense des droits de l'homme qui jugent cette pratique incroyable dans un pays comme la Suisse.

A la suite d'une manifestation de soutien qui réunit près de 1500 personnes dans les rues de Genève, Olivier de Marcellus est muté à la prison de Lausanne où militants antinucléaires et pour les droits de l'homme font cause commune pour le soutenir. Les médias suisses questionnent le gouvernement qui ne répond pas... Selon les avocats qui ont enfin pu partiellement prendre connaissance du dossier, l'accusation concernant l'attentat de Creys-Malville n'a pas de sens. Le dossier d'accusation ne contiendrait qu'une fiche de la Stasi, ex-police politique de l'Allemagne de l'Est, faisant état d'un repas entre la femme d'Olivier et une connaissance de Carlos. Le 25 octobre, la femme d'Olivier de Marcellus est

libérée, libre de toute accusation... mais la demande de mise en liberté d'Olivier de Marcellus est rejetée. De multiples actions de soutien sont mises en place. Le 3 novembre, le comité Malville de Lyon occupe le consulat Suisse. Une manifestation est de nouveau organisée à Genève le 16 novembre. On peut lui écrire : Olivier de Marcellus, prison de Bols Mermet, chemin de Bols Gentil, CH 1080 Lausanne.

## LA METHODE CARIGNON

L'affaire Dauphiné News n'est que le début d'une longue affaire. Il y a d'autres coïncidences que nous aimerions voir éclaircir dans ce département. Ainsi, les liens entre Superphénix et le RPR local. La commission locale d'information de la centrale a été confiée par Alain Carignon à Gérard Dezempt, maire de Charvieu-Chavagnieu, conseiller général RPR, condamné par le tribunal de Grenoble pour «provocation à la discrimination raciale et religieuse»... non pas pour avoir rasé «par erreur» la mosquée de sa commune mais pour les propos imprimés dans sa profession de foi. Ce sympathique élu bloque tout passage de l'information auprès de la commission locale d'information. Il n'y a sûrement pas que les compagnies de distribution d'eau qui arrosent !



Olivier de Marcellus (à gauche) en train de remettre une motion à un représentant de la Conférence permanente pour le désarmement de l'ONU lors d'une réception organisée au passage de la Marche Malville-Matignon, au printemps 1994. (photo MB)

## DISCORDE AU SEIN DE LA NERSA

Le 7 octobre 1994 à Venise, les partenaires européens réunis au sein de la NERSA, société anonyme propriétaire de Superphénix, ont eu une réunion douloureuse pour EDF et le gouvernement français. En effet, la société SBK, propriétaire de 16 % du capital, a annoncé qu'elle allait se retirer de la NERSA et qu'elle allait engager une procédure pour demander des dédommagements.

Cette société SBK est un regroupement de producteurs d'électricité allemand (RWE), hollandais et belge. Ulrich Mutscher, directeur de la société, a déclaré : «Nous avons accueilli avec beau-

coup de réticences l'annonce de la transformation de la centrale Superphénix en prototype de recherche. Les connaissances nouvelles qu'elle pourrait nous apporter ne nous seront d'aucune utilité (...) Nous envisageons de diminuer notre participation aux frais de la centrale, voire de nous retirer complètement». La société SBK estime en effet que le changement d'affectation rend caduc la convention qui depuis 1973 lie les sociétés entre elles.

La société italienne (ENEL, 33 % du capital) a annoncé également qu'elle refusait de participer aux frais nouveaux engendrés par le changement d'affectation de Creys-Malville. Depuis le référendum de 1986 stop-

pant le programme nucléaire en Italie, l'ENEL doit faire face à des procédures juridiques diverses qui en Italie l'incitent à stopper sa participation.

Si la société NERSA venait à se dissoudre, SBK et l'ENEL pourraient demander le remboursement des frais engagés en arguant que la France a imposé seule le changement d'affectation du réacteur. Ces indemnités pourraient atteindre un total de l'ordre de 18 milliards de francs.

L'un des slogans de la marche organisée au printemps par les Européens contre Superphénix était «l'erreur est humaine, persévérer est diabolique». Un message que seule la France, n'a, semble-t-il, pas encore entendu.



## PETITES PHRASES

*«Lalonde est devenu fou, Waechter est devenu fou, et je n'ai pas envie de subir le même sort»*

Dominique Voynet,  
Politis du 20 octobre 1994.

## CANADA : TERRES INDIENNES

En 1940, le gouvernement

canadien promet aux Indiens Cree du Lac Lubicon de leur rendre leurs terres, dans la province de l'Alberta. Depuis 50 ans, ils n'ont rien vu venir... si ce n'est un défilé d'entreprises qui sont venues piller le sous-sol riche en pétrole. On estime à 30 milliards de francs la valeur de ce qui a été extrait du sous-sol ! Les Indiens, avec le soutien de

Survival, demandent que l'on écrive à Jean Chrétien, Prime Minister House of Commons, Ottawa, Ontario, K1A 0A6, Canada, pour demander en termes polis la restitution des terres Cree.

## SUEDE : SUCCES DES ECOLOGISTES

Si les élections législatives du 18 septembre ont vu la victoire des socio-démocrates (45 % des voix) sur les partis «bourgeois» (40 %), on notera le retour de députés écologistes. Après trois ans d'absence, ils passent la barre minimale de 5 % et atteignent 5,7 %. Globalement, le nouveau parlement comprend plus de 40 % de femmes ce qui en fait un record mondial.

## AUTRICHE : SUCCES DE L'EXTRÊME DROITE

Le 9 octobre, les élections législatives autrichiennes ont été marquées surtout par la percée de l'extrême-droite : plus de 22 % des voix. Ceci s'explique en partie par la coalition au gouvernement qui réunit à la fois les socio-démocrates et les conservateurs, laissant comme seul recours à droite le vote extrême. Cela traduit aussi le vote refuge contre l'adhésion de l'Autriche à l'Union Européenne. Alors que l'électorat de Le Pen a une moyenne d'âge élevée (près de 60 ans), le vote pour l'extrême-droite en Autriche touche une palette d'âge beaucoup plus large et est donc beaucoup plus inquiétant. Les Verts ont également progressé et font 7 %, ce qui leur donne 13 sièges.

## LYON : SOIREE PALESTINE

L'association médicale franco-palestinienne organise une soirée le 3 décembre à 18h30 à la Maison des communications, 44 rue St-Georges, 69005 Lyon avec un débat sur les difficultés de la mise en place de l'autonomie palestinienne. La soirée sera animée par Michel Fontaine et Jean-Marie Lambert qui reviennent de Palestine. Elle se poursuivra par un buffet et un spectacle. Renseignements : AMFP c/o CCO, 39 rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 78 85 98 70.

## MARTINIQUE FIN D'UNE TELEVISION LIBRE

Depuis le début de l'année, TV Moun Martinik émettait en Martinik. Cette télévision a été lancée par le Modemas, mouvement des démocrates et écologistes martiniquais pour la souveraineté, mouvement qui lutte pour l'indépendance en s'opposant à la transformation de l'île en parc de tourisme. Cette télévision a été installée à St-Anne de Martinique dont la mairie a été gagnée en 1989 par ce mouvement. Les émissions laissaient la parole aux jeunes, proposaient des débats sur les alternatives à la colonisation... Le mouvement compte deux écrivains célèbres : Raphaël Confiant (Prix Novembre 92) et Patrick Chamoiseau (Prix Gongour 93). En relation avec le REAS, réseau pour une économie alternative et solidaire, dont le siège est à Paris, le Modemas a également mis en place un système d'épargne local pour favoriser le développement souhaité par les populations locales. Un groupe travaille également sur un projet d'indépendance énergétique de l'île en relation avec d'autres groupes des Caraïbes. Le 21 septembre à 5 h du matin, deux cents gardes mobiles armés ont encerclé la commune, ont forcé la porte de la télévision au chalumeau et ont saisi l'ensemble du matériel. Le maire, arrivé sur les lieux, a été jeté à terre et roué de coups. Cette saisie a été faite au détriment du droit : aucun courrier n'avait été adressé ni à la mairie, ni à la télévision, ni aux autres élus. Un acte de pure colonialisme. Les Verts ont apporté leur soutien à ce mouvement. Pour en savoir plus : Les Verts, 107 av. Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.

## ALLEMAGNE : QUATRE ANNEES DE « KHOLISME » EN PLUS...

Joschka Fischer, une figure des Verts allemands, qui a démissionné à quelques jours du scrutin législatif de ses fonctions de ministre de l'Environnement en Hesse, Ludger Volmer, porte-parole de l'Alliance 90/Grüne et leurs ami(e)s, avaient espéré jusqu'au bout siéger non seulement au Bundestag, mais surtout participer à une coalition «rouge-verte» à Bonn (toujours siège du gouvernement et du Parlement, quoique Berlin soit la capitale).

Rudolf Scharping, ministre-président de Rhénanie-Palatinat, candidat chancelier du SPD (parti social-démocrate), n'avait pas clairement indiqué avec qui il compterait gouverner et n'a pas su incarner une volonté de changement authentique. A l'issue d'une campagne des plus mornes, qui se fût presque apparentée aux indignes toutes hexagonales, Helmut Kohl, qui dirige le pays depuis le 1er octobre 1982, poursuivra sa politique («weiter so...») mise en place après le 2 décembre 1990. La plupart des politologues et commentateurs insistèrent pourtant sur la nécessité de réformes en profondeur.

Les écologistes, à nouveau représentés au Bundestag, (42 sièges en 86, 0 en 1990 à la suite de leur opposition à la réunification) et les défenseurs des Droits de l'Homme dans l'ex-RDA (Bündnis 90), qui obtinrent ensemble 7,3 % des suffrages et 49 sièges le 16 octobre 1994, auraient-ils pu imposer leurs revendications «incontournables» : la sortie «rapide» du nucléaire, la limitation de vitesse généralisée, un impôt écologique («eine Öko-Steuer»), taxant sévèrement les produits trop voraces en énergie ou nuisibles à l'environnement, la réhumanisation du droit d'asile (la réglementation a subi une restriction drastique, avec l'aval des socio-démocrates, lors du vote parlementaire du 26 mai 1993), l'abandon du «jus sanguinis» datant de 1913, le droit de vote pour les étrangers auxquels les Grünen et le Bündnis 90 consacreront leurs quatre spots télévisés ?

Bien que très «assagis et sérieux» après quelques années de «longue marche à travers les institutions» (Rudi Dutschke), ils ont promis de «rendre la vie très difficile» à la majorité CDU/CSU/FDP d'Helmut Kohl et de démontrer à l'opinion publique la viabilité des thèses «radicales-démocratiques, féministes, écologistes...». Partie remise pour 1998 ? Ou avant ? (correspondance René Hamm)



## PRIX NOBEL ALTERNATIF

Depuis maintenant une dizaine d'années, un prix Nobel alternatif est remis pour récompenser l'œuvre de militants pour la paix qui travaillent à la base. En 1993, ce prix a été partagé entre cinq femmes :

- **Mary et Carrie Dawn**, qui militent pour le droit des Shoshone dont les territoires au Nevada, servent à l'armée américaine pour faire les essais atomiques. Elles ont mené plusieurs actions de désobéissance civile.

- **Arna Mer-Khamis**, une Israélienne mariée à un Palestinien, qui milite depuis 40 ans pour les droits de la personne et qui a fondé en 1988 une organisation «Care and learning» qui défend le droit à l'éducation pour les jeunes Palestiniens dans les territoires occupés.

- **Vandina Shiva**, une Indienne, fondatrice de la Fondation de recherche pour la science, la technologie et la protection des ressources naturelles, connue au niveau international pour ses critiques virulentes des institutions monétaires comme la Banque Mondiale.

- **Sithembiso Nyoni**, du Zimbabwe, qui a aidé à la fondation de l'Organisation des associations rurales pour le progrès depuis le début des années 1980, après l'indépendance du pays. L'organisation compte aujourd'hui 10 millions de personnes et est implantée dans plus de 800 villages.

(source : Centre de ressources non-violentes, Montréal)

## JAPON : MARCHE ANNULEE

La marche annoncée dans notre numéro d'octobre pour le 50ème anniversaire des bombardements de

Hiroshima Nagasaki ne pourra pas se tenir. D'autres initiatives auront lieu sur le même thème. D'autres marches se déroulent dans d'autres pays. Pour suivre au plus près : Friends of All, 1 rue des Gourmets, 38000 Grenoble, tél : 76 63 07 15.

## FRANCE : LE DESARMEMENT ATTENDRA

Le budget de la défense 1995 prévoit un crédit de 1,89 milliards de francs pour le centre d'expérimentation nucléaire de Moruroa contre 2,117 en 1994. Cette baisse n'est que fictive puisqu'une nouvelle ligne apparaît, qui prévoit 0,9 milliards de francs pour les simulations d'essais en laboratoire. On a donc globalement une hausse de 32 % pour la recherche de nouvelles armes nucléaires ! A côté de cela, les opérations de démantèlement d'armes nucléaires n'auront droit qu'à 0,062 milliards de francs. Le désarmement n'est pas à l'ordre du jour. (source : Stop Essais)

## MINITEL OBJECTEURS

La revue «Le journal des objecteurs» cesse sa parution... mais l'on peut conti-

nuer à proposer des postes d'objecteurs ou en chercher sur le serveur minitel du mouvement des objecteurs de conscience : 36 15 MOC

## OBJECTEURS INSOUMIS : NOUVEAUX PROCES

Pour protester contre la durée double du service national pour les objecteurs de conscience, un certain nombre d'entre eux se sont insoumis à la moitié de leur service. L'armée les attaque alors en procès et ceux-ci se poursuivent alors de nombreuses années.

Après 8 procès successifs, Pierre Serres, objecteur insoumis, vient de voir son pourvoi en cassation rejeté. Il risque donc d'être interpellé à tout moment pour effectuer sa peine de 6 mois de prison ferme. Une campagne de lettres adressées à Mitterrand est en cours pour demander la grâce présidentielle.

François Wagnies a été condamné à 6 mois avec sursis mais a perdu son statut d'objecteur. Si l'armée le reconvoque, il peut être mis en prison pour simple refus du port de l'uniforme.

Pour en savoir plus : COT, BP229, 81006 Albi cedex.

## NAMUR : FORMATION A LA NON-VIOLENCE

L'Université de Paix de Namur, en Belgique, organise une formation sur «Des réponses à la violence physique» le 10 décembre : comment développer par l'approche non-violente nos capacités d'agir efficacement lors de toutes agressions physiques de la vie quotidienne. Elle diffuse également un parachute multicolore pour animer des jeux de coopération. Renseignements : Université de Paix, Bd du Nord 4, B-5000 Namur.

## RHONE : LES INTEGRISMES MENACENT LA DEMOCRATIE

Le mouvement pour une alternative non-violente, MAN, organise le lundi 12 décembre à 20 h 30 au CCO, 39 rue Courteline, à Villeurbanne, une soirée-débat animée par Christian Delorme. Elle abordera les questions d'intégrisme en Algérie, en ex-Yougoslavie et ailleurs dans le monde. Renseignements : MAN, 39 rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 78 93 82 24.

## HAITI : BRIGADES DE PAIX INTERNATIONALES

*Les Brigades de Paix Internationales (PBI en anglais) ont été créées en 1981. Il s'agit, en s'inspirant des idées de Gandhi, de former des équipes de volontaires prêtes à intervenir de façon non-violente dans des zones de conflit. Concrètement, cela peut comprendre l'accompagnement continu ou partiel de personnes menacées de mort ou d'enlèvement, la présence en observateur lors de manifestations à caractère politique ou social ayant une démarche démocratique pour avoir un effet dissuasif sur les éventuels fauteurs de troubles, l'animation d'ateliers et de conférences sur les droits de l'homme, sur la résolution non-violente des conflits, l'observation et le témoignage sur ce qu'ils voient, la conciliation entre personnes... Les personnes sur le terrain sont relayées par un réseau d'urgence international qui peut sur simple demande intervenir par télécopie, télex, courriers... auprès des autorités qui peuvent avoir une influence sur le conflit. PBI est présent dans une vingtaine de pays dont 11 en Europe. PBI est déjà intervenu sur le terrain au Guatemala (1983) avec, entre autres, la protection de Rigoberta Menchu qui recevra le Prix Nobel quelques années plus tard, au Salvador (1987), au Sri Lanka (1989), au Canada (conflits Indiens / Autorités) (1991). PBI participe avec d'autres groupes au Balkan Peace Team présent dans les régions en guerre de l'ex-Yougoslavie...*

*PBI envisage l'envoie d'une brigade en Haïti pour accompagner le retour à la démocratie actuellement en cours. Si des volontaires ont été trouvés aux USA et en Grande-Bretagne, PBI cherche des volontaires francophones, ayant une bonne expérience de l'action non-violente, prêts à s'engager pour une mission de six mois sur place. PBI cherche également des militants francophones pour rejoindre le réseau d'urgence car les lettres en français ont plus de poids dans l'île que celles dans une autre langue. Le départ d'une première équipe de volontaires devrait se faire en janvier 1995, après une formation d'une dizaine de jours (notamment avec des cours de créole). Renseignements complémentaires : PBI, Gilbert Nicolas, 15 rue du Palais, 29000 Quimper, tél : 98 55 63 76.*

# LA MAISON DE QUARTIER DE NEUDORF

**L**e quartier de Neudorf, en alsacien «nouveau village», 38 000 habitants, se présente sous forme d'une grande variété de maisons autrefois habitées par les populations ouvrières. Ce quartier, près du centre-ville, a très vite attiré les promoteurs. Mais

dents et amis de Neudorf avec deux objectifs principaux : s'opposer aux promoteurs et faire participer les habitants aux décisions concernant le quartier. Alors que des communes voisines de Strasbourg, avec moins de 100 habitants, ont leur propre conseil municipal, Neudorf

*Depuis 1976, l'ARAN, association des résidents et amis de Neudorf, milite pour conserver le charme d'un des quartiers populaires de Strasbourg. Cette association de quartier a aujourd'hui sa maison où se développent de multiples activités.*

la population a su s'organiser pour mener la vie dure aux municipalités successives et pour proposer des aménagements qui respectent la diversité sociale actuelle. Jeunes, immigrés, retraités, personnes aux revenus modestes, ont su préserver la qualité d'un quartier, même si, de ci, de là, la griffe moderniste est venue couler son béton avec ses loyers prohibitifs.

## Une histoire de longue haleine

C'est en 1976 que se constitue l'ARAN, association des rési-

n'en a pas. L'association a toujours proposé la constitution d'un conseil consultatif de quartier. A chaque élection, les candidats sont d'accord, mais oublient leurs promesses une fois élus.

Devant l'absence de consultation de la ville, elle commence son action par la distribution, en 1976, de 3000 questionnaires dans le quartier, ce qui permet de recueillir l'avis de 290 personnes. 80 % se plaignent de l'absence d'un lieu de réunion, 80 % demandent un développement des transports en commun et du vélo, 90 % demandent une augmentation des

soins collectifs et des crèches, 80 % souhaitent plus d'espaces verts. Forte de ces demandes, l'association va chercher à obtenir des locaux pour permettre aux gens de se rencontrer.

En 1978, un accord est passé avec la mairie pour l'occupation «à titre précaire et révoquant, moyennant un loyer symbolique» (13 F par an !) d'une maison située à l'angle de la rue du Polygone et de la rue de la Schwanau... Un projet immobilier de rénovation du centre prévoit l'extension de la place de l'Etoile avec l'installation de la mairie sur cette place et l'arrivée d'une autoroute. En 1989, des îlots de maisons sont rasés... si bien que la rue de la Schwanau est maintenant l'un des côtés de la place. Et la maison de quartier de l'ARAN se trouve donc stratégiquement placée : de l'autre côté de la place par rapport à la mairie. La mairie a proposé plusieurs fois d'autres locaux à l'ARAN, mais aujourd'hui, cette maison est toujours occupée par l'association de quartier.

Au sein de cette maison, de 360 m<sup>2</sup> répartis sur trois niveaux, l'ARAN va développer de nombreuses activités bénévoles : ateliers de botanique et de peinture, consultations juridiques gratuites, cours d'alphabétisation, cours d'alsacien et d'espéranto, garde d'enfants, club de jeunes (les «Renardeaux»), ciné-club, club d'échecs et de go, club d'informatique, cours de médecines douces (sophrologie, méthode Gordon), rédaction d'un journal de quartier...

Parallèlement à ces activités, l'association va créer plusieurs commissions chargées de suivre les évolutions de l'urbanisme dans le quartier. En 1978, elle s'oppose à l'implantation d'une usine. En 1979, elle organise une manifestation contre la bétonisation. En mai 1982, elle participe avec huit autres associations de quartier aux réunions organisées par la mairie sur la révision du POS (plan d'occupation des sols). En 1985, elle intervient contre la démolition de l'ancienne gare de Neudorf. En 1986, elle empêche la démolition de l'ancienne Halle. En 1987, elle publie une plaquette «Neudorf

2001» qui fait de multiples propositions d'aménagements dans le quartier. En 1990, elle organise une action «trois jours pour le tramway», tramway dont une ligne traverse aujourd'hui le quartier. Une bibliothèque sera longtemps présente dans la maison... jusqu'à l'ouverture d'une bibliothèque municipale dans le quartier. L'association est aussi à l'origine de nombreuses fêtes.

### Une association incontournable

En 1994, la Maison de l'Aran, qui a bénéficié de nombreuses restaurations, se présente comme une maison à l'accueil agréable. L'Aran fait toujours des permanences ouvertes aux habitants du quartier. Elles sont assurées par une personne en contrat-emploi solidarité. La maison regroupe de nombreuses autres activités.

Un café associatif, «le cherche-soleil», est ouvert en soirée, géré par des bénévoles. Son ouverture a permis un rajeunissement très net de l'association avec l'arrivée de nouveaux militants.

Une galerie de peinture «Equinoxe» organise régulièrement des expositions. Cette galerie qui présentait à l'origine des œuvres des habitants du quartier s'est aujourd'hui élargie. Cela n'est pas sans poser problème : des personnes qui viennent de plus loin pour voir les expositions, passent dans la maison sans s'intéresser à ce qui s'y fait et actuellement, les administrateurs de l'Aran essaient de voir comment valoriser cette ouverture au niveau du quartier.

Plusieurs revues ont vu le jour successivement dans cette maison... au gré des équipes bénévoles. Actuellement, une revue, «Newsdorf», est publiée avec l'aide de deux objecteurs. Publiée tous les deux mois depuis la rentrée 93, la revue, tirée à seulement 300 exemplaires, est distribuée gratuitement à la maison de l'Aran et chez quelques commerçants. Si le contenu reflète bien les questions en débat dans le quartier, le tirage reste bien trop faible pour en faire un moyen de communication.



**Maison de l'Aran :** les façades ont été décrépiées pour faire ressortir les colombages. A droite l'entrée de la maison, à gauche les fenêtres du café associatif.

Pour le moment, la revue a été financée par des dons.

Des soirées sont organisées : soirées poésie, festival de films à thème («un printemps sans racisme», «les déchets nucléaires», «la vallée d'Aspe»...). Ces activités ont permis aussi d'amener des jeunes à participer aux actions menées à l'Aran... Alors que les personnes au-delà de la quarantaine s'intéressent surtout aux questions de qualité de vie dans le quartier, les jeunes sont plus intéressés par l'initiation de démarches alternatives. Le café et ces soirées sont des lieux d'utopie où il fait bon refaire le monde.

La maison sert de lieu de réunion à d'autres associations, comme le groupe GAIA, groupe pour une action et une information alternative, essentiellement composé de jeunes issus des luttes contre le SMIC-Jeunes du printemps 94.

### Réalisation d'un contre-POS

L'Association a toujours de nombreuses activités liées à l'urbanisme : une commission transports, une commission POS, la participation à la commission locale de la prévention de la délinquance, la participation à une coor-



**En haut :** la maison Bowé sauvée par l'association.

**En bas :** l'immeuble qui vient de se construire juste en face.

dination des comités de quartiers. Une des batailles avec la mairie porte actuellement sur l'îlot de Lombardie. Situé juste à côté de la maison de l'Aran, cet îlot regroupe d'anciennes maisons avec de vastes jardins : plus de 40 000 m<sup>2</sup> de surface en jardins pour un total d'environ 100 000 m<sup>2</sup>... à quelques pas de l'immense chantier permanent de la place de l'Etoile. Depuis des années, la mairie préempte les terrains à chaque vente d'une maison et aujourd'hui, la mairie est propriétaire de l'essentiel de cet îlot. Comme cela dure depuis fort longtemps, on y trouve des maisons encore en bon état et d'autres au bord de la ruine. Certaines, toutefois, sont louées sous forme de bail précaire. Le tramway, accompagné d'une piste cyclable, a déjà percé à travers l'îlot, et couvre plus de 14 000 m<sup>2</sup>. La présence du tramway rend les alentours ainsi reliés au centre ville très intéressants pour les promoteurs. L'ARAN se bat actuellement pour maintenir la surface d'espace vert au même niveau et pour faire classer les maisons les plus caractéristiques.

Une lutte est en voie d'être gagnée, la protection de la maison Bowé. Cette bâtisse vieille d'un siècle, appartenant à une paroisse, était menacée par les promoteurs. L'intervention de l'ARAN et d'autres partenaires a permis de

rénover la maison et d'en faire des logements sociaux.

Mais la lutte entre les habitants et les promoteurs reste inégale. Pendant que les habitants se battent contre un projet, les promoteurs en mettent dix autres en route ailleurs. Pour éviter la destruction à terme du quartier, l'Aran travaille actuellement avec un cabinet d'urbanisme pour proposer un contre-projet cohérent sur l'ensemble du quartier et entend le proposer à l'ensemble des candidats en liste pour les élections municipales de 1995. Il s'agirait en quelque sorte d'un contre-POS et les habitants ont été consultés pour leur demander d'indiquer tout ce qui méritait d'être protégé.

### Rajeunissement et restructuration

Une visite à la maison de l'Aran donne donc une impression de très grande hétérogénéité... mais cette diversité est certainement pour beaucoup dans le succès de l'association. Le président, Jacques Provot, aime à situer son action dans le contexte d'un réseau d'échanges et de savoir, c'est-à-dire une reconquête d'autonomie des habitants par la solidarité. Le manque de coordination entre toutes ces activités est toutefois à l'origine de tensions perceptibles et le conseil d'administration a reçu mandat lors de la dernière assemblée générale d'essayer de mettre en place des règles de fonctionnement plus précises.

Aujourd'hui, il est presque définitivement acquis que la maison restera à l'association de quartier, mais la commission de sécurité est intervenue pour obliger à faire de nombreux travaux. Cela a quelque peu changé la dimension « budgétaire » de l'association qui a été obligée de se pencher sur les moyens à mettre en place pour assurer son autonomie financière. Elle cherche donc actuellement à développer des activités un minimum lucratives, comme le café pour ne pas dépendre de subventions aléatoires. Elle a besoin de mieux coordonner ces activités. C'est pour cela qu'elle a franchi le pas au début de l'année en embauchant Mycle Mac Gee, sous forme

de contrat de retour à l'emploi, pour assurer la coordination des différentes activités et mettre en place des moyens financiers...

### Une expérience exemplaire

Alors que trop souvent les comités de quartiers servent de marche-pied aux futurs candidats aux élections, les animateurs de l'ARAN ont toujours su rester à l'abri de ce genre de mésaventures. Le fait de disposer de locaux agréables a permis l'éclosion d'un grand nombre d'activités. Il est tout à fait remarquable que les personnes qui animent ces lieux soient un mélange de toutes les générations. La dynamique nouvelle créée par le développement d'activités alternatives a changé la dimension financière du lieu. Le débat est actuellement ouvert sur la nécessité d'avoir des permanents, avec le risque de voir apparaître une coupure entre les habitants et ces activités quasi-professionnelles (galerie de peinture, café, revue...). Un débat que l'on retrouve en de nombreux autres lieux.

**Michel BERNARD**

Contact : ARAN, 14 rue de la Schwanau, 67100 Strasbourg, tél : 88 44 09 30.

**Passage du tramway et d'une piste cyclable :** l'ARAN a dû batailler ferme pour que les urbanistes acceptent le principe de laisser ces arbres !







# ALTERNATIVES

## PETITES PHRASES

*«Je me suis battu très longtemps pour l'agriculture biologique, pensant qu'elle pouvait contribuer à une vision positive et influencer profondément la société : finalement, je me suis rendu compte que l'objectif s'est déplacé. On peut produire biologique tant qu'on voudra, si les hommes ne changent pas, l'agriculture biologique ne changera pas grand chose. Il faut que chaque être humain prenne conscience de ses responsabilités et assume sa citoyenneté. L'acte d'acheter, par exemple, est loin d'être anodin : il a plus de portée et d'influence qu'un bulletin de vote dans l'urne. Acheter en conscience aide à faire évoluer le système social dans un sens ou dans l'autre.*

*Je suis souvent frappé par la contradiction qu'il y a, chez bon nombre de personnes, entre le désir d'une société conviviale et humaine (avec ses paysans, ses artisans, ses petits commerçants) et leur soumission quotidienne aux monopoles qui nient et détruisent cette convivialité par leur totalitarisme marchand. Avec ces considérations sur la citoyenneté, je ne prône absolument pas le non-vote mais tente de donner à celui-ci un prolongement dans les choix au quotidien, sans quoi il n'est qu'une délégation ambiguë et irresponsable, en contradiction aussi avec la nécessaire vigilance qui, à mon avis, devrait être la première qualité du citoyen» Pierre Rabhi.*

## FORMATION EN BIO

La coordination agrobiologique des Pays de Loire organise une formation de 500 h qui s'adresse aux producteurs qui souhaitent convertir leur exploitation à

ce mode de production et à toute autre personne qui souhaite travailler en agriculture biologique et est titulaire d'un BEPA, BPA, BTA ou possède deux ans de pratique professionnelle. Renseignements : Coordination agrobiologique des Pays de Loire, 61 avenue Jean Joxé, BP 325, 49003 Angers cédex 01, tél : 41 96 76 16.

## CONGRES NATIONAL DE L'UNION D'ECONOMIE SOCIALE

Le REAS, réseau de l'économie alternative et solidaire organise à la Bourse du Travail de Pantin du 1 au 4 décembre, le premier congrès national de l'union d'économie sociale. Au programme : intervention de délégations internationales, forum sur «les initiatives économiques de citoyenneté dans une stratégie de développement durable», assemblées générales de différents mouvements (Solidarité emploi, REAS, «A faire») et tenue de 21 ateliers sur des questions aussi variées que : «le marché de l'art, distribution, coopératives, pratiques alter-

natives», «économie alternative et solidaire dans le cadre du développement local», «une banque européenne des citoyens», «expériences de reconversion d'usines ou de fabrication d'armement», «financement et distribution de l'agriculture biologique», «les lieux de vie et leur financement», «les labels musicaux alternatifs», «le commerce équitable», «Génération Banlieue», «les mutuelles locales d'habitants», «femmes et économie alternative et solidaire», «l'épargne antillaise et l'opération Valeurs-Antilles»... Renseignements : REAS, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, tél : (1) 49 15 04 00.

## ARDECHE : LA FERME DE TAULEAC

L'association FIAAD, formation intervention application pour un autre développement, est née, en 1991, de l'intérêt que portent ses fondateurs à l'environnement. Elle intervient dans trois domaines : la formation au comportement écologique, l'intervention par des aides techniques et des actions

de solidarité, l'application par la réalisation d'exemples concrets. Pour ce faire, l'association s'est installée dans la ferme de Tauléac, conduite selon des méthodes agroécologiques, et a ouvert un atelier de fabrication d'outils liés à la production alimentaire. Sur demande, des formations en direction des enfants comme des adultes sont mises en place. Pour recevoir un dépliant de présentation : FIAAD, Ferme de Tauléac, 07000 Privas, tél : 75 64 48 33.

## SUD-EST : CONSTRUCTION BOIS ET CHANVRE

Utiliser une ossature bois porteuse et remplir les murs avec des plaques de chanvre, c'est l'une des méthodes pour obtenir une maison saine et vivante. Vous pouvez suivre une formation d'autoconstruction ou vous faire aider en contactant : Yves Kühn, La Tuillière, 26560 Montfroc, tél : 92 62 00 74.

## NIEVRE : JARDINIERS SANS FRONTIERES

Pour aider les pays du Sud, un couple à la retraite a décidé de collecter et d'envoyer des semences diverses et variées aux écoles, dispensaires, jardins qui se créent pour assurer l'autonomie vivrière. Contact : Jacques et Jacqueline Grimaux, 4 place St-Agnan, 58200 Cosne-sur-Loire, tél : 86 26 60 81.

## COURGES CONTRE PLASTIQUE ?

• La **courge égyptienne** (*luffa aegyptica*) produit un fruit absolument immangeable mais qui offre d'autres possibilités : d'une densité aussi faible que le polystyrène expansé (10 kg au mètre cube), ce fruit est compressible jusqu'au vingtième de son volume initial et il peut reprendre sa forme première en étant plongé dans l'eau tiède. Ayant une mémoire de forme, il pourrait donc remplacer le très polluant polystyrène dans l'emballage (les copeaux blancs que l'on trouve partout). Composé essentiellement de cellulose, il est bio-dégra-

dable et ne pose donc pas de problème de recyclage. La CEE a engagé un programme d'acclimatation de cette plante en 1992. Cinq hectares en Sardaigne ont servi pour faire les essais et aujourd'hui il semble possible de développer la culture dans tout le Sud de l'Europe. Cette culture pourrait provoquer un nouveau débouché pour utiliser les terres mises en jachère... et son usage pourrait être obligatoire dans les années à venir.

• La **papengaille** ou **courge torchon** (*luffa acutangula*) originaire d'Inde se

cultive jusque dans le sud de la France. Jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, elle était utilisée comme «éponge du pauvre». Un peu rugeuse, elle peut servir à faire la vaisselle et remplacer les fameuses éponges Spontex dont l'usine à Beauvais dégage une odeur qui empesté toute la ville. Comme la courge précédente, elle peut être utilisée pour l'isolation phonique et thermique et remplacer avantageusement les mousses de polyuréthane dont les dangers sont aujourd'hui connus. (source : Quatre Saisons du Jardinage, novembre 1994)



## L'ERE DU PARTAGE

de Jean Vassileff  
Ed. Opéra (Nantes)  
1993 - 172 p. - 115 F

Même si l'on ne partage pas toutes les solutions proposées par l'auteur, ce livre est fort intéressant car Jean Vassileff aborde la question du travail et de l'inégalité des revenus avec une vision tout à fait saine. A savoir : rien ne sert de créer des emplois pour occuper les gens ; si l'on peut au contraire en supprimer un maximum en étant tout aussi riche, alors c'est tant mieux car nous avons autre chose à faire que perdre notre temps à travailler. Ainsi, l'auteur montre bien le poids de certains services



comme les transports et il propose de prendre en charge les transports collectifs par les impôts, comme pour la sécurité sociale. On supprime ainsi tout le travail idiot des guichetiers, on favorise les transports en commun puisque ceux-ci sont gratuits et cela ne coûte pas si cher car cela permettra d'éviter de construire de nouvelles routes et d'avoir à gérer des milliers d'accidentés...

Les explications économiques sont parfois un peu ardues mais si l'on s'accro-

che, l'auteur montre bien comment lutter contre l'inégalité des ressources : le système fiscal actuel favorise les classes riches en taxant essentiellement la consommation. Pour réduire les inégalités, il faut taxer davantage les revenus. L'avalanche de manières pour les hauts revenus d'éviter de payer trop d'impôts est accablante.

Les critiques que l'ont peut faire à ce livre sont les suivantes : tout d'abord, l'auteur est un partisan de l'augmentation du rôle de l'Etat. Or celui-ci n'est actuellement qu'une fausse démocratie et les réformes proposées dans ce livre ne redonnent pas plus de pouvoir aux citoyens. Deuxièmement, la richesse du raisonnement de Vassileff part du constat que nous sommes passés d'une ère de rareté à une ère d'abondance... mais ceci n'est vrai que dans le cadre de la France. Comme il l'écrit lui-même (p.96) : «*Tout le monde sait que notre abondance est due à la confiscation des ressources des pays pauvres, dont ils auraient pourtant grand besoin pour eux-mêmes*». Il est fort dommage que son raisonnement ne s'applique qu'à la France (tous les chiffres utilisés sont français) et non au niveau mondial. L'abondance n'a pas encore frappé les 75 % des habitants du Sud et la redistribution proposée ici n'est qu'un partage entre privilégiés qui vivent sur le dos des autres. Il y a donc un risque évident de repli nationaliste que l'auteur ne prend pas en compte. Enfin, cette abondance s'appuie sur l'exploitation de ressources non renouvelables (pétrole, métaux, eau, usure des sols...) et elle n'est pas forcément durable : l'auteur aurait gagné à inclure dans son raisonnement une limitation des besoins et une réorientation de la produc-

tion en fonction des ressources renouvelables : l'abondance actuelle est assez fictive. A lire pour l'originalité de la méthode, mais à ne pas prendre pour argent comptant, MB.

## L'IRRADIATION DES ALIMENTS;

**Danger ou progrès ?**

de Chantal Malherbes  
Ed. Utovie  
1994 - 48p. - 36 F.

Technique rejetée par les consommateurs, l'irradiation des aliments fait l'objet de polémiques acharnées. Un résumé succinct n'était donc pas inutile.

Malgré des lacunes, de nombreuses petites erreurs et un manque de références bibliographiques dans le texte qui rend impossible l'étude aux sources (même défaut que pour «*Ecologie c'est la santé*», cf n°170), ce petit mémento a le mérite de donner une vue générale de la situation.

Si dans les domaines technologiques les évolutions sont rapides, l'irradiation des aliments n'a pas failli à cette règle et les industriels ne font pas grande publicité des changements qui les désavantagent : l'irradiation des aliments a diminué, au profit de celle des produits médicaux jetables à stériliser (rapport à l'Union Européenne présenté par la CRIL-Rad).

Mais peut-on demander à un petit journal indépendant (en l'occurrence *Observer*) de faire un travail de recherche aussi précis, fiable et à la pointe des informations qu'à un magazine avec de gros moyens ou un universitaire ?

**Perline**

## JOUETS D'AUTREFOIS

de Daniel Descomps et coll.  
Ed. IEO, BP 602, 15006 Orlhac  
1994 - 182 p. - 110 F

Nous avons été enchantés par le livre «*Jouets rustiques*» qui présentait de nombreux jouets que l'on peut fabriquer avec un canif et quelques matériaux de récupération. Ce nouveau livre présente 80 nouveaux jeux : certains inspirés de traditions étrangères, d'autres envoyés par les lecteurs du premier livre. De quoi s'amuser de nombreuses



soirées avec ses enfants pour le prix du livre et éviter tous les jouets de la société de consommation. FV.

## LES MEUTES SPORTIVES

**Critique de la domination**  
de Jean-Marie Brohm  
L'Harmattan  
1993 - 576p. - 280F.

Universitaire et marxiste de longue date qui a consacré sa vie à l'étude de la véritable relation entre le sport de masse, donc la compétition, et le pouvoir, Jean-Marie Brohm nous livre là un pavé très édifiant. Faisant alterner l'universitaire très ardu, à la limite du lisible, avec l'exemple simple dont chacun a entendu parler, ce livre mériterait - et combien ! - une version plus grand public.

Depuis 1966 l'auteur est seul, ou presque, à détonner dans ce monde d'informations qui n'hésite pas à débiter les actualités avec les résultats sportifs. Il nous livre tous les arguments et exemples qui nous permettront de structurer notre refus de cette machine à broyer l'Homme et à le détourner des problèmes de société. Mieux, le sport prépare chacun d'entre nous, physiquement et mentalement, à jouer le rôle qui lui reviendra dans la société capitaliste. Non, le sport n'est pas réconciliateur, moins encore effaceur d'inégalités, les plus forts seront les meilleurs et les autres seront méprisés. Non on ne va pas voir un beau spectacle ou de belles performances, mais on vient voir un camp gagner. Le sport est une secte, une religion, les stades ont remplacé les églises et le sport est l'opium du peuple des temps modernes. **Perline**

## L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

### Au-delà de l'environnementalisme

de Dimitrios I. Roussopoulos

Ed. Ecosociété (Montréal)

Diffusé en Europe par EPO (Belgique)

1994 - 144 p - 14,95 \$c

Dans une première partie, l'auteur retrace l'évolution de la prise en compte des problèmes d'environnement par les structures étatiques, depuis l'apparition du mot environnement dans les discours jusqu'à l'impasse du sommet de la Terre à Rio en 1992. L'auteur montre bien que les institutions n'ont qu'un souci : répondre uniquement à l'urgence et ne surtout pas remettre en cause le capitalisme international, qu'il soit libéral ou d'Etat. Il conclut cette partie sans hésitation : une politique écologiste ne peut venir que d'un changement d'attitude par les citoyens. Dans une deuxième partie, il essaie de montrer quels sont les différents courants présents dans la lutte pour l'environnement et comment ceci a débouché fort récemment sur l'écologie politique. Il distingue le **conservationnisme** qui travaille à la protection des sites naturels (les sociétés de protection de la nature),

l'**environnementalisme** qui essaie de résoudre les crises les unes après les autres (Amis de la Terre, Greenpeace...), le **populisme environnemental** qui se bat sur un sujet particulier (les groupes «pas dans mon jardin»). Tous ces groupes ont en commun de ne pas avoir de projet de société. Il examine ensuite les différentes tendances au sein de ceux qui développent une vision planétaire : l'**écologie fondamentaliste** (Gaïa, remise en cause de l'anthropocentrisme), le **biocentrisme** (qui développe la notion de vie au niveau des régions et de pouvoirs décentralisés), l'**écoféminisme** (le système actuel est mauvais car centré sur les idées de domination chères aux hommes). Il montre que ces trois visions ne sont que parcellaires et ne permettent pas d'avancer vers une autre société. Il consacre alors une troisième partie à comparer deux démarches : l'**écologie politique**, développée par les

mouvements Verts, qui joue le jeu électoral, et l'**écologie sociale** de Murray Bookchin qui développe le municipalisme et le confédéralisme. Il appuie son étude sur l'écologie politique en montrant l'évolution des Verts français... jusqu'en 1993 et l'échec de l'Entente écologiste. Il montre bien comment le discours radical s'use du fait même de l'obligation d'entrer dans le cadre imposé par le parcours électoral et conclut que si au départ l'idée de

éloigne de plus en plus les militants Verts du programme fort alléchant qui avait servi à la constitution de ce parti politique (la distance Québec-Europe rend la vision des Verts français un peu trop optimiste !).

Il développe alors ce qui pour lui est la bonne démarche : le changement par l'engagement des citoyens au niveau de leur vie communale, la mise en place de structures horizontales d'échange d'informations entre ces réseaux locaux, et le dépérissement de l'Etat par la reconquête d'autonomie.

Il termine par l'exemple de la ville de Montréal en insistant sur le parasitisme des villes sur leur environnement et en avançant que la première réflexion que doit avoir le citoyen c'est de chercher à regagner en autonomie dans la ville (autosuffisance alimentaire avec des zones de maraîchage, limitation de la consommation, recyclage des déchets). On regrettera que dans ce chapitre, l'auteur dérape un peu en entrant dans le débat électoral local.

Un livre remarquablement clair qui replace le débat sur l'écologie politique là d'où il n'aurait jamais dû partir. MB.



se présenter avait une vocation pédagogique comme ce fut le cas de René Dumont en 1974, cette dimension a aujourd'hui été dépassée et l'électoratisme

## SENEGAL, RETOUR D'UN IMMIGRÉ

de Babacar Niang et Joëlle Jolivet

Ed. Albin Michel Jeunesse

A partir de 10 ans

1994 - 68 p. -

Ce petit livre nous emmène d'un foyer parisien à un village du Sénégal. Le voyage à l'envers est celui que ferait un immigré qui rentrerait au pays. Le récit du

voyage par Babacar Niang et les croquis de route de Joëlle Jolivet devraient ravir aussi bien les enfants que les adultes. Le livre montre au moins une chose : il n'existe pas d'immigré heureux, et le retour au pays reste souvent un rêve inaccessible. MB.

## VACLAV HAVEL

### La patience de la vérité

de Bruno Ronfard

Ed. Épi/Desclée de Brouwer, coll. Témoins d'humanité,

1994 - 126 p. - 60 F

Écrivain, homme de théâtre, co-fondateur de la "Charte 77", "dissident", selon l'ancienne terminologie en cours pour désigner les opposants à l'Est du temps où le monde était séparé en deux, Vaclav Havel est devenu président de la République tchécoslovaque, suite à la "révolution de velours" de 1989 qui « en

six semaines, sans mort ni violence, a mis fin à la dictature du parti unique ». Bruno Ronfard, dans cet ouvrage, nous invite à découvrir la démarche de cet homme « qui n'a jamais su rester en place et qui s'est toujours engagé comme citoyen », comme il s'est défini lui-même. « J'écris des pièces pessimistes, voire cruelles, et pourtant je me comporte comme un don Quichotte, comme un rêveur éternel qui se bat naïvement pour des idéaux. Au fond, je suis timide et craintif, bien que je sois perçu comme un agitateur qui n'hésite pas à dire à ses adversaires les mots les plus durs. »

Mêlant le travail artistique et l'action politique, il n'a eu de cesse d'écrire et de se battre contre toutes les formes de barrières sociales ou de privilèges qui rendent le monde absurde et surtout

favorisent toutes sortes d'exclusions. Vaclav Havel, dans un de ses textes, *La politique et la conscience*, appelait à la constitution d'une « communauté internationale des ébranlés », c'est-à-dire de ceux qui par leur résistance au pouvoir du totalitarisme au nom de la liberté et de la dignité humaine, « ébranlent l'histoire qui s'était arrêtée, et tendent à rendre la vie meilleure et le monde plus habitable, tout spécialement pour ceux qui sont vaincus par la violence, la pauvreté ou la peur », comme le note Bruno Ronfard. Un projet qui a vu partiellement le jour à travers l'Assemblée européenne des citoyens dont Vaclav Havel est un des fondateurs. L'ouvrage de Bruno Ronfard est une invitation à découvrir Vaclav Havel, à se plonger dans la lecture de ses livres... P.B.





## UN REGARD POSITIF

J'ai reçu un numéro de Silence et votre appel à s'abonner. Ma première réaction a été de dire non. Nous sommes submergés par tout ce

que nous recevons et n'arrivons pas à lire, par trop d'appels de toutes sortes, certes valables, mais nous ne pouvons pas tout soutenir (âge, santé,...

épreuves, déjà beaucoup d'aides et travail bénévole pour le ROC en particulier). J'avais apprécié un numéro de Silence sur le Somport et la ligne ferroviaire. J'ai ouvert ce numéro 182 et constaté que vous parliez de choses positives : énergies renouvelables par exemple (nous-mêmes avons électricité et eau-chaude solaires), que vous ne vous apesantiez pas trop sur tous les aspects négatifs et démoralisants du monde actuel... Aussi, je consens à prendre un abonnement de soutien... en espérant pouvoir trouver le temps de lire quelques articles !  
Eloi MONOD  
Alpes Maritimes.

## FAUT-IL DEVENIR RENTIER ?

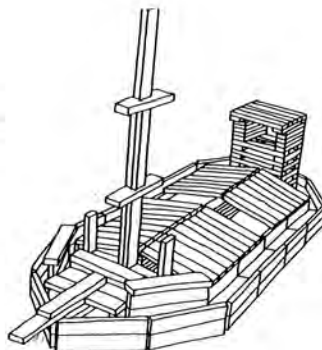
J'ai été très surprise par le commentaire enthousiaste que avez réservé au livre «votre bourse ou votre vie». Car si j'en crois votre résumé, les auteurs dans un premier temps expliquent comment dépenser moins en écartant l'inutile : ce qui peut être intéressant. Mais il ne s'agit ensuite, de rien d'autre que du moyen de devenir rentier en plaçant un capital (même petit !). Ceci n'a vraiment rien de révolutionnaire, c'est effectivement la manière de s'enrichir des plus fortunés en France ou ailleurs. Encourager les lecteurs à ne pas travailler, et à ne vivre que de sa rente, c'est les encourager à vivre en parasite, du travail des autres. Or il me semblait jusqu'à aujourd'hui que Silence se situait dans une autre perspective.  
Françoise DYE  
Paris.

# Pour Noël, Offrez des cadeaux écolos !!



## JEUX KAPLA

Jeux de construction  
et de création pour  
toute la famille



## JEUX COOPERATIFS

14 jeux différents pour que les enfants apprennent à s'entraider

Egalement : Jeux de connaissance de l'environnement et jouets mécaniques en bois  
Coffrets papier à lettre fantaisie - Livres - Huiles essentielles

## MAISON DE L'ECOLOGIE

4 rue Bodin - 69 001 LYON - Tel : 78-27-29-82 - Télécopie : 78-28-57-78

Ouvert du lundi au vendredi de 10 H à 12 H et de 14 H à 19 H  
Exceptionnellement ouvert tous les samedis de décembre avant Noël  
Le samedi 3 décembre : après-midi découverte des jeux coopératifs

# L'ÉCOLOGIE CONTRE L'EXCLUSION

## Les personnes dans la crise.

Bien qu'opulente, notre société exclut de plus en plus de personnes. On estime en effet à plus de 20 % la proportion de pauvres ou de futurs pauvres. Il y a d'abord les personnes au chômage et ensuite tous ceux en situation précaire : pour eux et pour leurs enfants, ce qui est encore plus terrible, l'avenir est sans perspectives et aucun projet ne peut être avancé. Le désespoir s'installe lentement dans leur cœur car ils savent bien que l'emploi leur sera de plus en plus compté, les investissements servant désormais plus à supprimer des postes de travail qu'à en créer.

La protection sociale développée en période de croissance, ne suffit plus à la satisfaction de leurs besoins. Et les autres, qui ont un emploi, rechignent de plus en plus à l'augmentation des prélèvements sociaux.

Si le chômage devait encore croître, s'élèverait alors un sentiment collectif d'insécurité, une sorte d'«angoisse de masse» (R. Lenoir), terreau sur lequel ne manqueraient pas de cultiver les apôtres du racisme et de la xénophobie.

L'histoire moderne a d'ailleurs montré que les dictatures venaient au pouvoir quand la classe moyenne, touchée dans sa situation matérielle, lâchait les partis démocratiques.

## Les véritables causes du chômage.

Le chômage résulte de la recherche de la rentabilité maximale pour le capital. Cette rentabilité est obtenue de diverses manières : rémunération très (et trop) élevée de l'argent prêté, délocalisation des activités productives secondaires et, maintenant, tertiaires du Nord au Sud, où les coûts de production sont inférieurs et recherche incessante des gains de productivité soit par la rationalisation des tâches, soit par la mécanisation et la robotisation.

Quand le marché est saturé, la croissance devient inférieure aux gains de productivité et le chômage s'aggrave.

## Une insécurité aggravée.

Si des emplois sont créés, comme ces dernières années aux USA et en Grande-Bretagne, il s'agit la plupart du temps d'emplois peu qualifiés, peu rémunérés et précaires. Certains ont appelé cette évolution la «macdonaldisation de l'emploi». Celle-ci ne devrait pas s'arrêter car il n'est pas déraisonnable de penser que grâce au développement technologique, notre système économique pourrait fonctionner à terme (10 à 20 ans) avec 20 % d'emplois qualifiés (et même hyperqualifiés), bien protégés socialement, pour concevoir, fabriquer et réparer les robots industriels. Le reste, soit plus des trois-quarts, serait constitué d'exécutants sans qualification qui, volant de chômage aidant, deviendraient cor-

véables à merci. Il ne serait en outre pas nécessaire d'étendre la formation professionnelle à tous et, ça et là, apparaissent déjà des tentatives de dualisation de cette formation, même en Allemagne ou en Suisse, pays où jusqu'ici l'apprentissage de qualité était généralisé.

Donc pas d'emploi et une formation au rabais. A l'insécurité matérielle vient ainsi s'ajouter l'impossibilité de satisfaire soi-même ses besoins : en ville, qui peut avoir un jardin potager et une basse-cour, faire son bois, auto-construire ou réparer son logis ?

En plus, les gens vivent de plus en plus seuls : 44 % des logements de Lausanne sont occupés par une personne seule, proportion identique à Genève ou Paris : l'éclatement des familles a détruit la solidarité familiale qui servait de garde-fou en cas de difficultés.

Enfin, la délinquance, même petite, accroît le sentiment d'insécurité physique.

## Critique de l'hétéronomie.

Le développement économique de tous les pays est fondé sur l'hétéronomie (contraire de l'autonomie), facteur de dépossession. Dépossession qui concerne aussi bien le salarié du Nord, étranger dans sa ville et dans son travail parcellisé, touché quand son emploi est «restructuré» ou «délocalisé», que le salarié des pays du Sud qu'on a arraché à ses cultures vivrières pour travailler dans la ville surpeuplée et polluée à un salaire dix fois inférieur à celui de l'Européen.

La perte de pouvoir de l'individu est encore amplifiée par la concentration croissante des pouvoirs financier et économique en un nombre désormais plus réduit de pôles. Cette concentration est facilitée par le gigantisme des systèmes de production et de commercialisation de masse de biens matériels et de l'information, gigantisme que les technocrates présentent comme permettant d'abaisser les coûts grâce aux économies d'échelle, mais qui constitue en fait un moyen de centraliser le pouvoir.

La concentration du pouvoir et sa traduction, le gigantisme, écartent les personnes de l'exercice de leur citoyenneté. Cette hétéronomie n'est certes pas la cause du chômage mais elle en empêche la solution : elle conduit à un tel appauvrissement culturel que les personnes ne peuvent plus retrouver une activité créatrice autonome, notamment quand elles sont au chômage.

Le combat contre l'hétéronomie doit être au centre de l'action politique des écologistes qui luttent pour un développement humain équilibré. Question de Jean-Marie Vodoz à Claude Raffestin, au journal 24 heures, télé-suisse-romande, le 1er juin 1993 : «*si vous deviez rédiger un travail sur le développement humain, quel serait votre grand*

*thème ?*» Réponse : «*Je m'efforcerais avant tout d'évaluer le degré d'autonomie des populations, c'est-à-dire leur capacité de vivre en bonnes relations avec l'environnement humain et naturel. On peut avoir un revenu public bas, mais un degré d'autonomie assez élevé.*»

## Quelle productivité ?

Rappelons que la productivité n'est pas la cause originelle du chômage, mais qu'elle résulte de la recherche d'une rentabilité maximum du capital.

S'il s'agit de supprimer des tâches pénibles, améliorer la productivité n'est pas contestable. Mais, en réalité, les gains actuels de productivité sont aujourd'hui réalisés au détriment de la qualité des biens produits (pas toujours, voir la production automobile), d'un accroissement des gaspillages et d'une perte d'intérêt au travail et à l'autonomie.

Les seuls gains de productivité que les écologistes peuvent accepter sont donc ceux qui respectent chacune des quatre conditions suivantes :

- améliorer la qualité du produit (durabilité, qualité sanitaire...)
- abaisser, par unité produite, la consommation d'énergie, de matières premières et réduire la pollution émise.
- améliorer l'intérêt du travail (création).
- donner le pouvoir de produire de façon autonome.

L'agriculture conventionnelle, en voie d'industrialisation, est un bon exemple de gains de productivité à rejeter : elle produit des aliments de qualité sanitaire moindre (pesticides, nitrates...) avec plus d'énergie, d'engrais et de pollution (par l'azote, le phosphore et les pesticides) et réduit les possibilités d'autoproduction, avec l'abandon de la polyculture-élevage. C'est la raison pour laquelle tous les écologistes devraient soutenir (en consommant ses produits) l'agriculture biologique comme seul mode de production d'aliments.

## L'inévitable solidarité sociale.

Nous autres, écologistes, affirmons qu'en aucun cas l'emploi ne doit être relancé par la croissance. Ceci signifie que pour réduire le chômage, il faut partager la même quantité de biens matériels en plus de parts individuelles. C'est ce qui nous distingue radicalement des autres forces politiques de ce pays. Mais comment faire accepter à ceux qui ont un revenu l'idée du partage, alors que le modèle idéologique dominant est «enrichissez-vous» ? Voilà la véritable équation politique que nous avons à résoudre.

Le développement technologique et celui d'un système de prévoyance assez élaboré, grâce à la croissance, n'ont pas suffi à créer l'esprit de solidarité. Au contraire, notre développement basé sur l'hétéronomie a détruit le socle sur lequel fonder la solidarité. Il s'agit de la solidari-

té communautaire, celle des villages et des quartiers d'antan où des producteurs assez autonomes échangeaient des biens et des services avec d'autres producteurs. Ces échanges ne faisaient pas toujours l'objet de transactions monétarisées. Et quand il s'agissait d'aider celui qui était dans une situation difficile, on n'hésitait pas. Bien sûr, la solidarité communautaire n'est qu'une condition nécessaire mais pas suffisante au partage. Mais sa disparition à cause du gigantisme est non seulement facteur de perte d'identité mais aussi, ce qui revient au même, perte culturelle.

Pour que les personnes acceptent l'idée de partage, il faut d'abord leur redonner un pouvoir réel à travers une «citoyenneté de terroir», seule capable de créer un environnement affectif, un espace de convivialité où chacun peut exercer sa créativité de façon autonome. C'est la raison pour laquelle nous devons, par exemple, refuser toute évolution qui éloigne les citoyens de la possibilité de maîtriser leur destin, comme l'intercommunalité telle qu'elle est prévue en France.

A la citoyenneté du terroir, il faut adjoindre la citoyenneté de la Planète, celle qui fait qu'un individu d'un pays «développé» se sente lié au maintien des équilibres de la biosphère. Cette citoyenneté est longue à intérioriser mais ne peut, en tout état de cause, être réalisée si la citoyenneté du terroir, facteur d'équilibre individuel, n'est pas réalisée. L'hétéronomie ne permet pas d'exercer la citoyenneté du terroir. Elle doit être combattue comme cause fondamentale du maldéveloppement.

## Faire régresser le chômage en allant vers la société écologiste.

Aussi la réponse à donner au chômage doit-elle être radicale, c'est-à-dire s'attaquer à la racine du mal, à savoir :

- supprimer toute activité générant gaspillages et pollutions,
- renoncer aux gains de productivité dégradant la qualité des biens produits, dégradant l'intérêt du travail,
- recréer un développement fondé sur l'autonomie. Par exemple : remplacer l'énergie nucléaire par les énergies renouvelables décentralisées, les banlieues par les quartiers, les semences biogénétiques par les semences fermières...

Certains écologistes, pour sortir du chômage, préconisent une réduction drastique de la durée du travail. Pourquoi pas ? Mais qu'ils n'oublient pas qu'il ne suffit pas de partager un travail hétéronome et polluant pour résoudre la crise écologique, donc sociale, de la Planète. Dans le cas contraire, nous ne serions, au fond, qu'un mouvement politique comme les autres qui n'aurait pas su porter l'Espérance.

Jean-Michel CORAJOU  
Lausanne.

## A PROPOS DU LIVRE DE TEDDY GOLDSMITH

Vous dites que Goldsmith conteste les principes de la science « dont tout le fonctionnement est basé sur la théorie de l'évolution de Darwin (...) ». D'abord, ce n'est pas Darwin fils (Charles) qui a eu l'idée de la théorie évolutionniste mais, avant lui, son père Erasmus Darwin, et Jean-Baptiste Lamarck. D'autres encore, avant eux, y avaient pensé mais sans vraiment le démontrer. J'ai indiqué page 32 du n° 175 de Silence quelle est la paternité de l'évolutionnisme. Charles Darwin, lui, est surtout le père de la théorie de la sélection naturelle - avec Alfred Russel Wallace. Ceci dit, l'évolutionnisme est bien davantage un élément majeur de la construction de la culture écologiste et conviviale qu'un des principes de la science matérialiste mise en cause par Goldsmith. En effet, il ne faut pas confondre la théorie de l'évolution, la théorie de la sélection naturelle et le digme réactionnaire de l'Homme divinisé contre la nature ou de la « lutte de chacun contre tous ». Trop souvent, on associe le travail de Charles Darwin à ces deux dernières justifications de la recherche de domination sur la nature et sur les hommes. Or, il n'en est rien. Ce sont les « néo-darwiniens » qui sont responsables - du vivant même de Darwin - du développement de ces conceptions totalement négatives de l'économie de la nature (Wallace et Th. Huxton par exemple). Dans son dernier livre « The descent of man », Charles Darwin a

balayé les idées simplistes et belliqueuses des néo-darwiniens. Très loin de leurs fantasmes obsessionnels de compétitions et de conflits, il y a développé une vision qui introduit les concepts de complexité et de convivialité. Il est donc tout à fait faux de dire que c'est à la théorie de l'évolution que l'on doit l'idée que « le monde évoluerait au hasard, dans un contexte de compétition où la loi du plus fort est la seule ». Et ce n'est pas non plus à la théorie de la sélection naturelle que l'on doit ce genre de vision absurde, cela n'a rien à voir ! On doit ces conceptions négatives aux simplismes réducteurs visant la domination - domination sur les hommes comme domination sur la nature ; et la science - au sens de recherche de la connaissance - n'y est pas pour grand chose. Toute l'ambiguïté provient du fait que beaucoup de chercheurs parcelaires sont contaminés par la pathologie de la domination et mettent leurs prétentions « scientifiques » au service des hiérarchies impérialistes. L'écriture de Teddy Goldsmith est peut-être un peu rapide sur ce point, mais pas un instant je ne crois qu'il condamne la science - recherche de connaissance. Au contraire, de celle-ci qui, par exemple, nous fait découvrir l'écologie, il se sert beaucoup. Non, c'est la science prétendue, la science paravent de l'impérialisme dont il fait le procès. La distinction est essentielle car aujourd'hui, parmi les grands

prêtres de l'obscurantisme, on compte beaucoup de drôles de scientifiques, certes, mais nous devons aussi beaucoup aux vrais chercheurs. Vers la fin de votre présentation, vous revenez sur la question de la science et semblez encore soupçonner Goldsmith de « rejeter » les connaissances scientifiques acquises ». Je ne sais pas où vous pulsez cette idée puisque le travail même de Teddy Goldsmith est une construction faite de connaissances scientifiques tissées ensemble. Là encore, il faut distinguer entre science et science, entre science recherche et science religion, entre science ouverte sur le monde et science impérialiste. C'est vrai que Teddy Goldsmith ne semble pas l'avoir fait explicitement, mais de là à penser qu'il ne fait pas la distinction... Laissons ce genre de critiques à ceux qui ne le connaissent pas et aux détracteurs de l'écologie. Enfin, je suis moi aussi sensible au sentiment de manque que vous éprouvez à l'issue de la lecture : quels moyens pour arriver à une civilisation écologiste et conviviale ? Comment favoriser l'épanouissement d'un mouvement social qui soit à la dimension des problèmes à résoudre, des solutions à développer ? Comment, tout d'abord, recultiver la convivialité qui a déserté même ce qui subsiste du mouvement alternatif ? Comment reprendre confiance et créer quand ceux qui se disent proches, auxquels on tend la main,

dédaignent de la saisir ? Et, en effet, ce n'est plus une simple « crise » que nous vivons, c'est une pathologie déclarée. La même qui a contaminé une bonne partie de la gent scientifique car le petit monde de l'alternative et presque tous les efforts de fonctionnement logique - don convivial - achoppent sur des rapports de domination. Pour sortir de cette dynamique régressive, il faudrait qu'au moins un noyau de compétences décide de coopérer pour développer les alternatives économiques, et politiques. Mais avant cela, une autre étape s'impose : travailler enfin un peu sérieusement la culture écologiste et conviviale pour rehausser le niveau dramatiquement faible où même les gens encore engagés dans un combat sont tombés. Pour ce premier effort, la coopération des compétences internationales - tel Teddy Goldsmith - est indispensable car le mouvement social français n'a plus assez de ressources pour réussir à s'en sortir seul. Las, que voyons-nous ? Les « compétences internationales » semblent accorder sinon plus d'importance du moins de l'importance aux gesticulations dérisoires des fossoyeurs du mouvement social alternatif, toujours agrippés à la politique politicienne. L'économie de la nature ne nous semblerait-elle pas encore une loi spécifique aux alternatifs, genre : plus on est proche, plus la coopération est difficile ?  
Alain Claude GALTIE  
Paris

## DEMOCRATIE, MON AMOUR

Ce mardi 11 octobre, à 13 h 15 et à 13 h 35, en deux fois une minute, dix tours d'habitation du quartier Démocratie dans la ZUP des Minguettes de la banlieue lyonnaise ont été détruites, soit 700 appartements environ. Ces tours étaient inhabitées depuis dix ans. J'étais présente, au milieu d'une foule immense. Ce fut une véritable prouesse technique, sans incident majeur. Les tours avaient été préparées depuis plusieurs semaines, les cloisons avaient été détruites, les charges de dynamite réparties sur plusieurs étages, les tours étaient enrubannées, calmatées de paille, et de grands plastiques à leur base pour éviter les projections sur les côtés. Sous l'effet de souffle, elles ont été soulevées de terre. On a eu l'impression qu'elles s'élevaient dans le ciel en ébauchant un dernier pas de danse avant d'être fauchées par la mort, sciées à leur base, retombant avec fracas

en poussière, réduites à néant. La disparition des logements sociaux n'est ni une fête, ni un spectacle. Car, au delà de l'émotion, de l'impression de gâchis, de profond malaise, la destruction de ces tours nous renvoie à un véritable paradoxe. D'une part, il y a entre 3500 et 4000 familles sur la communauté urbaine de Lyon qui ont un besoin urgent d'appartements. Leur dossier au Service inter-administratif du logement (SIAL) est retenu comme prioritaire, et pour l'instant elles vivent dans des taudis, dans des appartements trop petits, ou hébergées chez d'autres familles. Sans compter tous les mal-logés qui ne sont pas recensés et tous les SDF qui s'apprennent à passer l'hiver sous des cartons. D'autre part, on détruit 700 appartements, et il est impensable de reloger ces familles dans les appartements des Minguettes ou d'autres Zup. Nous sommes tous confrontés à l'échec du logement social tel qu'il a été

conçu dans les années 60. N'oublions pas que le quartier Démocratie (quel nom symbolique) fut aussi un lieu de vie, et nous devons respect et pudeur à tous ceux qui y vécurent. La troupe de théâtre Traction Avant et différentes associations de Vénissieux ont fait tout un travail de recueil de témoignages, de paroles, pour retenir et conserver la mémoire de la vie de ce quartier. Un enfant a écrit : « avant de quitter ma tour, je suis allé lui faire mimi, pour qu'elle ait moins mal au moment où elle disparaîtra ». On pouvait lire aussi quelques tags astucieux. Voici un exemple : « Tu casses un boîtier aux lettres, tu es un délinquant ; tu détruis 700 logements, tu es député-maire ». Ce mardi 11 octobre, sur le plateau des Minguettes, l'ambiance était spleen, malgré l'ardent soleil d'automne.  
Adieu Démocratie !  
Yvette BAILLY  
Rhône.

## COMMENT FAIRE PASSER UN ARTICLE ?

- Dans quelle mesure est-il possible de publier des articles (de fond) dans Silence, étant bien entendu que je suis militant écologiste (depuis 4 ans) et que je m'identifie bien avec l'optique de Silence ?
- David TAUZIA  
Charente-Maritime
- Silence : les articles doivent être envoyés avant la date de réunion du comité de rédaction indiquée en page 3 de chaque numéro. Toutefois, comme nous n'avons pas les moyens de dépasser 40 pages, la concurrence est assez sévère... en particulier pour les textes de fond ! Ces derniers peuvent être acceptés soit dans le cadre d'un dossier (donc avec l'assentiment de la rédaction) soit dans le cadre d'une tribune libre (ce qui signifie que nous sommes plutôt d'accord) soit en courrier des lecteurs (cela peut faire avancer le débat, mais nous ne sommes pas forcément d'accord).

## Je m'abonne :

1 an Particulier	12 n°	220 F:	_____
1 an Dom-tom et étranger	12 n°	270 F:	_____
1 an Institution	12 n°	440 F:	_____
1 an Soutien	12 n°	300 F et +:	_____
2 ans Petit futé	24 n°	380 F:	_____
1 an Groupés par 3 ex.	36 n°	570 F:	_____
1 an Groupés par 5 ex	60 n°	850 F:	_____
1 an Petit budget	12 n°	190 F:	_____

## Je m'informe :

### Hors-série

Paris Dakar : Pas d'accord	25 F (franco de port):	_____
La menace climatique	30 F (franco de port):	_____
Radioactivité, les faibles doses	30 F (+ 8 F de port):	_____
Energies renouvelables	30 F (+ 8 F de port):	_____
Les métiers de l'écologie	70 F (+ 15 F de port):	_____

### Livres

Le soleil à votre table	89 F (franco de port):	_____
La liberté de circuler	70 F (+ 15 F de port):	_____
Nucléaire ? Non merci	75 F (+ 15 F de port):	_____
Le nucléaire détrôné	30 F (+ 12 F de port):	_____
Séphastoche, mon premier cuisinier	36 F (+ 12 F de port):	_____
Superphénix : le dossier	30 F (+ 12 F de port):	_____
Quelle écologie radicale ?	70 F (+ 15 F de port):	_____
Pour un pays sans armée	75 F (+ 15 F de port):	_____
Pour que demain soit	75 F (+ 15 F de port):	_____
L'écophilosophie ou la sagesse de la nature	75 F (+ 15 F de port):	_____
Deux roues, un avenir	75 F (+ 15 F de port):	_____

### Brochures

Un cuisinier solaire facile à faire	20 F (+ 5 F de port):	_____
Construire une cuisinière solaire	20 F (+ 5 F de port):	_____

## Je règle un total de :

## Mes coordonnées :

NOM : ..... Prénom.....  
 Adresse.....  
 .....  
 Code postal..... Ville.....

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 4 rue Bodin, 69001 Lyon

## FORMATIONS ALTERNATIVES

C'est super de vouloir changer le monde. Mais comment utiliser les bonnes volontés de façon correcte ? Mon fils, en études d'ingénieur en mécanique à Belfort, cherche en vain un stage auprès d'entreprises alternatives. Comme il ne rentre que tous les quinze jours, j'ai centralisé son courrier et ouvre le courrier non personnel : que des réponses négatives à ses demandes !

C'est vraiment décourageant, alors qu'il est plein d'enthousiasme. Avez-vous une idée sur la question ? Il me semble qu'il est très important que les projets de changer le monde doivent sortir de l'état d'expérimentation pour aboutir à celui de réalités de plus en plus larges. Et à cet égard, si des jeunes veulent s'y atteler, quoi de plus réjouissant !  
 Annie FILIPO  
 Rhône.

Silence :  *votre fils n'est pas le seul à proposer ses services. Nous-mêmes, nous recevons une demande de stage par semaine... La taille réduite des entreprises alternatives ne permet souvent pas d'assurer un encadrement pour une formation. Une solution possible : la convivialité. En rencontrant les gens directement, en commençant par une aide bénévole, une relation peut s'établir qui permettra de penser le stage comme une aide et non comme une charge.*

## COURRIER DANS LES BOITES AUX LETTRES

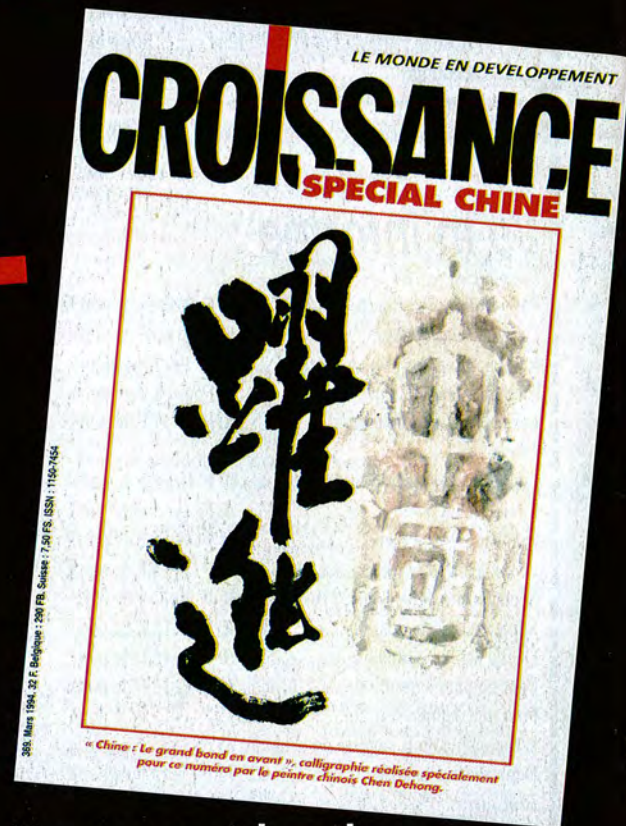
A la suite à un courrier de Raymond Forget et un article de Francis Vergier, dans les numéros de Silence de cette année, concernant la publicité dans les boîtes aux lettres, je souhaite vous communiquer mon expérience à ce sujet dans une commune rurale de l'Isère. Etant donné que la publicité est distribuée par le facteur, j'ai informé celui-ci de notre souhait de ne plus en recevoir. Sa réponse était à peu près la suivante : « beaucoup de gens me disent cela, mais je suis obligé de la distribuer. Essayer d'écrire au receveur ». J'ai mis un autocollant « Stop-Pub » sur notre boîte. Nous avons écrit au receveur et j'ai déposé la lettre à la poste en la montrant à la postière qui m'a dit à peu près ceci : « je veux bien transmettre la lettre, mais je ne crois pas que cela changera grand chose : les entreprises paient la poste pour que le facteur distribue les publicités ». Dans les jours qui ont suivi, j'ai rendu une publicité à la postière un jour où je devais aller à la poste et j'ai remis les autres dans la boîte de la poste avec la mention « retour à l'expéditeur : refusé ». Puis nous avons reçu une réponse écrite du receveur et fini les publicités dans notre boîte ! Comme quoi avec un peu d'insistance, on peut y arriver. Si vous souhaitez ne plus recevoir de publicité, vous pouvez essayer la même démarche dans un premier temps. C'est seulement si nous sommes très nombreux à refuser la publicité, que nous pouvons espérer une diminution de sa production (donc du gaspillage).  
 Duffi INGEBORG EILERS  
 Isère.

## anciens numéros

- 136 Essais nucléaires. Campagnes bouteilles. Aliments irradiés. Étain. Ecologie et pauvreté. Du coffre-fort au delta-plane .....14 F
- 139 Climat, Migrants et environnement. La forêt avance. Guerre du Golfe. Manganèse. Déchets. Cuisiniers solaires. Co-évolution .....14 F
- 146 Les Verts. Maison de vigilance de Taverny. Traité Start. Larzac. Délinquance des immigrés. Rhin-Rhône. Vallée d'Aspe. Orcaïdes .....18 F
- 150 Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Aérosols. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Le Cap. Tibet. L'écologie. nouvelle idéologie ? .....18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail. 18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg .....18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage" .....18 F
- 162 La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. L'utopie verte .....20 F
- 163 L'Alliance contre le GATT. Désertification et école. Marées noires. Centrales nucléaires à l'Est. Ferry : une écologie très subjective .....20 F
- 164 La décroissance. bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité .....20 F
- 165 Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix .....20 F
- 166 Moruroo : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable .....20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'amaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cocagne. l'Ecologie ou la mort ! .....32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts : marée basse .....20 F
- 170 Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AlEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales .....20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Thébou. Superphénix : débrancher-le ! Inondations et aménagement doux. Rue des chambres à gaz. Le travail a-t-il un avenir sur terre ? Les conditions de changement du système planétaire .....20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations .....20 F
- 173 Mir Sada. ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe .....20 F
- 174 Vallée d'Aspe : l'alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction et ouverture (1) .....20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) .....20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3) .....20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable .....20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscrition. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestène. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do. la galère .....20 F
- 179-180 Vous avez dit progrès ? Somport, un été pour une victoire. La presse différente. Banque Mondiale. FMI. GATT : 50 ans ça suffit ! Utovie. Economie : dernière Hooverisation avant liquidation. Pour une économie vernaculaire autosuffisante .....32 F
- 181 Energies douces au Sud (1). Eoliennes en Mauritanie. Solaire au Zimbabwe. Marais salants au Bénin. Superphénix. Dépliants publicitaires .....23 F
- 182 Energies douces au Sud (2). Solaire au Burkina. Expérimentations au Mali. Bioclimatique en Tunisie. Hydraulique au Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire .....23 F
- 183 Les centres écologiques. Terre Vivante. Centre pour une écologie sociale. Centre pour l'habitat sain. Superphénix. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange .....23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

# QU'EST-CE QUI FAIT COURIR LES PETITS- ENFANTS DE MAO ?



Un pied dans le Moyen Age, un pied dans le XXI<sup>e</sup> siècle, 1,2 milliard de Chinois ont entamé leur longue marche vers le capitalisme.

Du socialisme à l'économie de marché, la Chine fait le grand écart.

Nouveaux riches de Shanghai, paysans à l'assaut des villes, jeunes contestataires et vieux apparatchiks, l'Empire du milieu est en pleine effervescence.

Avec les meilleurs spécialistes, découvrez la Chine en pleine révolution.

Un numéro spécial de

**CROISSANCE**

***le mensuel des rapports Nord-Sud et des enjeux planétaires.***

Bon de commande à recopier ou à découper et à retourner à CMD/VPC 163, bd Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17

Nom, prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Je commande \_\_\_\_\_ ex. du n° 369 Spécial Chine à 32 F port compris par chèque bancaire ou postal à l'ordre de CROISSANCE. Tél. VPC 48.88.45.04.